

**Ils voulaient perturber
les législatives :**
**Arrestation de 6
terroristes du MAK
dont 4 Marocains à
Tizi-Ouzou**

P.02

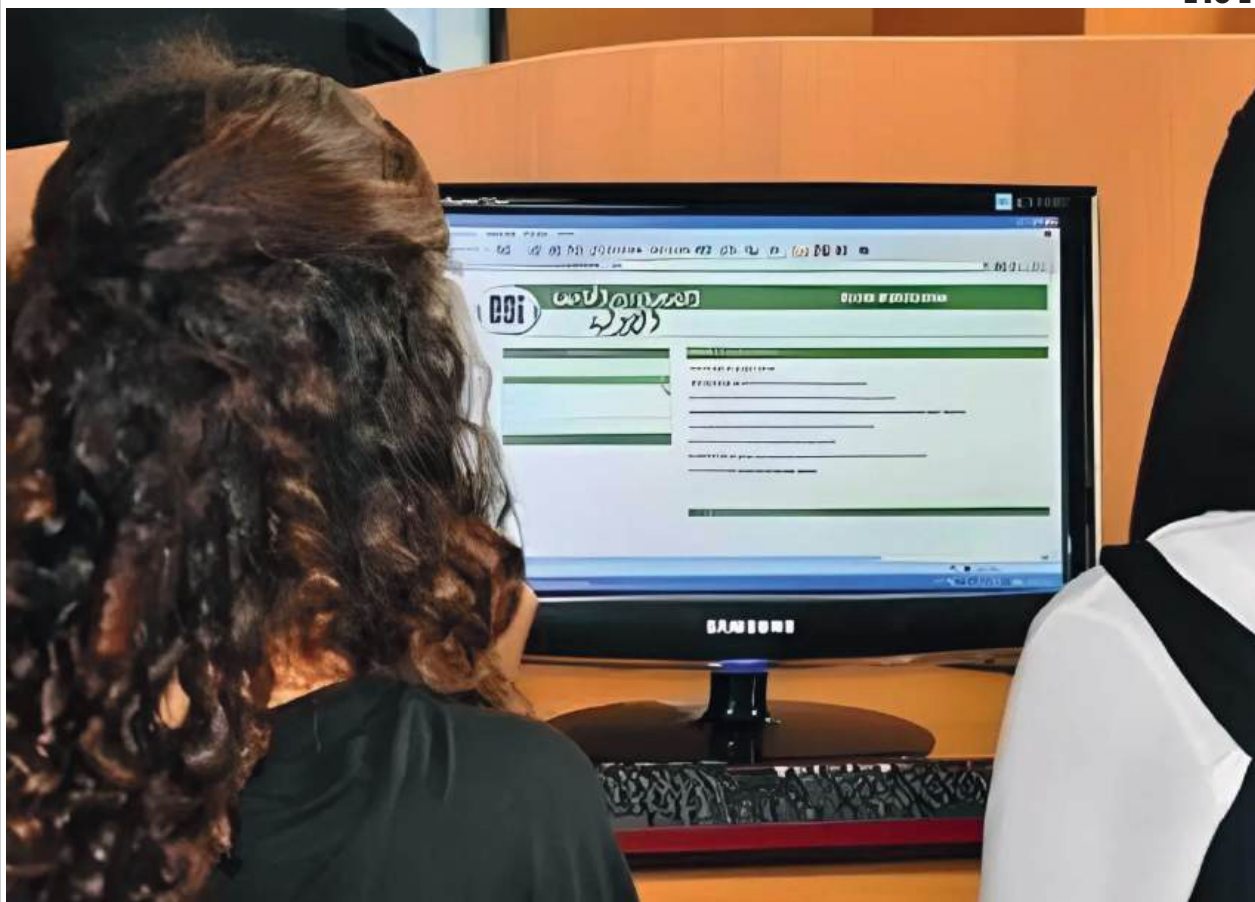
**Le président Tebboune exige un
plan d'action pour dynamiser le
secteur du Tebboune**

P.02



**Ouverture aujourd'hui des
préinscriptions en ligne
pour les bacheliers 2026**

P.04



Protection civile :



**Mobilisation de tous les
moyens nécessaires pour
lutter contre les feux
de forêt**

P.04

Allocation touristique



**La Banque d'Algérie
dévoile les nouvelles règles
de versement par carte**

P.03

Annaba :

**Annaba
Benmostpha Benaouda :**
**La nouvelle ville
Prépare le "Plan Bleu"
pour faciliter l'accès
aux plages durant l'été**

P.08



**Sonelgaz renforce son
réseau électrique pour
anticiper les pics de
consommation estivaux**

P.06

ILS VOULAIENT PERTURBER LES LÉGISLATIVES :

ARRESTATION DE 6 TERRORISTES DU MAK

DONT 4 MAROCAINS À TIZI-OUZOU

Six arrestations à Tizi Ouzou, dont quatre ressortissants marocains en situation irrégulière sur le territoire algérien. Le ministère de la Défense nationale a annoncé ce lundi le démantèlement d'une cellule criminelle affiliée au Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK), classé en Algérie comme organisation terroriste.

L'opération, conduite par les services centraux de sécurité de l'armée relevant de la Première Région militaire, s'appuie sur un travail de renseignement qualifié d' »exploitation optimale des informations » par le communiqué officiel. Ce dernier précise que le groupe avait été actif précisément pendant la période des élections législatives.

Selon le MDN, les six individus interpellés appartiennent tous au mouvement séparatiste MAK, classé organisation terroriste par les autorités algériennes. Parmi eux, quatre sont de nationalité marocaine et résidaient illégalement en Algérie au moment de leur arrestation.

Le communiqué est explicite sur les intentions prêtées au groupe. Il « était actif dans la région pendant la période des élections législatives dans le but de perturber le bon déroulement de ce processus et d'empêcher les citoyens d'y participer» . Aucune précision supplémentaire n'est fournie sur la nature exacte des actions menées ni sur les dates précises des faits.

L'armée revendique une opération de renseignement réussie

C'est à Tizi Ouzou que les services centraux de sécurité de l'armée ont mené l'intervention. Le MDN insiste sur la méthode.



Une identification préalable de l'ensemble des membres du réseau, rendue possible par un travail de collecte et d'analyse du renseignement, avant leur interpellation simultanée.

Cette approche, présentée comme systématique, illustre selon le ministère la capacité des forces de sécurité à « contrecarrer les plans criminels en arrêtant tous les impliqués dans ce groupe subversif visant à déstabiliser la sécurité et la stabilité du pays» . Le communiqué souligne que l'opération « reflète le niveau de vigilance des différents services de sécurité» .

La présence de ressortissants marocains en situation irrégulière au sein de cette cellule constitue l'un des éléments les plus saillants de l'affaire. Le MDN ne développe pas davantage sur les

conditions de leur entrée sur le territoire ni sur leur rôle précis au sein du groupe.

Le MDN multiplie les opérations contre les réseaux subversifs et criminels

Depuis le début de l'année, l'Armée Nationale Populaire a multiplié les coups de filet sur l'ensemble du territoire. Entre le 14 et le 20 janvier 2026, les bilans hebdomadaires faisaient état de dix éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés lors d'opérations distinctes à travers le pays.

La lutte contre les réseaux transfrontaliers constitue un autre axe prioritaire. Fin janvier 2026, une opération de grande envergure dans la zone de Ghanama à Béchar avait permis la neutralisation d'un groupe de narcotrafiquants de nationalité marocaine et la saisie de 447 kg de kif traité. Ces interventions répétées témoignent d'une stratégie globale visant à neutraliser aussi bien les menaces sécuritaires que les filières criminelles organisées aux frontières.

Sur le plan de la lutte antiterroriste spécifiquement, le bilan annuel 2025 du MDN recensait 38 redditions et 369 arrestations pour activités de soutien à des groupes terroristes. Un contexte qui donne toute sa mesure à l'opération de Tizi Ouzou, présentée par le ministère comme une nouvelle illustration de la capacité des services à anticiper et neutraliser les menaces avant qu'elles ne se concrétisent.

LE PREMIER MINISTRE PRÉSIDE

UNE RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mardi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen du projet de valorisation des saumures issues des stations de dessalement de l'eau de mer, ainsi qu'au suivi de l'état d'avancement des grands projets miniers stratégiques, indique un communiqué des Services du Premier ministre.Le Gouvernement a entendu "une communication relative au projet de valorisation des saumures issues des stations de dessalement de l'eau de mer. Conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à promouvoir l'économie circulaire, ce projet vise à réduire l'impact environnemental des rejets de saumure tout en valorisant cette ressource à travers la production de sels destinés à plusieurs usages industriels".

Les travaux engagés avec les secteurs et organismes concernés "ont permis d'identifier une filière

technologique de valorisation, ainsi que la mise en place d'une station pilote au niveau de la station de dessalement de Corso", note la même source.

Dans le cadre du suivi continu des grands projets structurants, le Gouvernement a également entendu une communication sur l'état d'avancement des trois mégaprojets miniers stratégiques, à savoir le projet de développement de la mine de fer de Gara Djebilet à Tindouf, le projet intégré des phosphates à Tébessa et le projet de développement de la mine de zinc-plomb de Tala Hamza/Oued Amizour à Béjaïa.

A cette occasion, "les principales avancées enregistrées dans la mise en œuvre de ces projets ont été présentées, notamment en matière de réalisation des infrastructures et des installations industrielles, ainsi que les mesures entreprises pour assurer l'alimentation des sites en eau et en énergie", conclut le communiqué.

M. OUALID REÇOIT UNE DÉLÉGATION

DE LA PROVINCE HINOISE DE HENAN

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche,Yacine El-Mahdi Oualid, a reçu, lundi, une délégation de haut niveau de la province de Henan (République populaire de Chine), conduite par la vice-gouverneure de la province de Henan, Mme Zhang Min, avec laquelle il a examiné les voies de renforcement de la coopération dans le secteur, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, en présence de l'ambassadeur de Chine en Algérie, les deux parties "ont salué les relations historiques privilégiées unissant les deux pays ainsi que la volonté politique commune de consolider le partenariat et la coopération bilatérale, dans les domaines économique et commercial, en particulier l'agriculture et les industries agroalimentaires", précise le communiqué.A cette occasion, les deux parties ont passé en revue les opportunités de coopération et de partenariat ainsi que les moyens de les concrétiser à court et moyen termes, à travers le renforcement des échanges commerciaux.

Dans ce contexte, Mme Zhang Min a exprimé l'intérêt de la province de Henan pour l'importation de produits algériens reconnus pour leur haute qualité, afin de répondre aux besoins du marché chinois et des marchés

voisins, notamment à la faveur des exonérations tarifaires accordées par la Chine aux pays africains.

Les deux parties ont également évoqué les perspectives de coopération dans les domaines des technologies agricoles, de l'agriculture intelligente, de l'importation et de la fabrication de matériels agricoles, de la réalisation d'infrastructures de stockage des céréales, ainsi que du développement des industries agroalimentaires, selon la même source.A cette occasion, les opérateurs économiques algériens ont été invités à participer au Salon international de l'agriculture, du matériel agricole et de l'industrie agroalimentaire, qui se tiendra en octobre prochain dans la province de Henan. Cet événement constituera une opportunité pour faire connaître les produits algériens, échanger les expertises et les expériences, et établir des partenariats entre les opérateurs économiques dans les domaines liés au secteur agricole.

Par ailleurs, un projet de convention a été proposé entre l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRA) et une université de la province de Henan, dans le but de développer le partenariat en matière de recherche agronomique, notamment en ce qui concerne la production de semences améliorées et résistantes, selon le communiqué du ministère.

DÉVELOPPEMENT DU TOURISME EN ALGÉRIE :

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE EXIGE UN PLAN

D'ACTION POUR DYNAMISER LE SECTEUR

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a tracé une feuille de route ambitieuse pour le tourisme. Il exige un plan d'action complet et efficace. L'objectif est clair : transformer l'Algérie en destination touristique de premier plan. Le chef de l'État met l'accent sur le tourisme intérieur, la formation et la valorisation des potentialités du pays.



Un virage stratégique pour le tourisme

algérien

Présidé par le chef de l'État, le Conseil des ministres s'est réuni dimanche 12 juillet 2026. Les travaux ont consacré une partie importante au secteur du tourisme. Le chef de l'État a chargé la ministre du Tourisme d'élaborer un plan d'action complet et efficace. Ce plan doit consacrer le développement du tourisme en Algérie. De plus, il doit promouvoir le tourisme intérieur au profit de la famille algérienne. Le tourisme balnéaire constitue une priorité particulière.

Le président de la République a insisté sur un point essentiel. Ce plan doit mettre l'accent sur la formation et la spécialisation dans les différents segments du tourisme. Le tourisme balnéaire en fait partie, ainsi que le tourisme de montagne et le tourisme saharien. Cette orientation traduit une volonté claire de structurer durablement un secteur clé parmi les principaux relais de croissance de l'économie nationale.

Valoriser les potentialités

touristiques de l'Algérie

Le président Tebboune a lancé un appel clair pour valoriser toutes les potentialités touristiques du pays. Une meilleure coordination s'impose, ainsi qu'une coopération renforcée entre tous les acteurs. L'objectif est de promouvoir l'image de l'Algérie, reposant sur la diversité et la richesse civilisationnelle et culturelle, sur la scène internationale.

Cette nouvelle feuille de route intervient alors que l'État a déjà engagé une série de réformes visant à lever des obstacles qui freinaient depuis des années le développement du secteur. La mesure la plus emblématique reste l'instauration du visa à l'arrivée dans les aéroports du Grand Sud, pour les touristes étrangers voyageant via des agences agréées.Ce dispositif repose sur une plateforme numérique pour la transmission préalable des dossiers, ainsi que la délivrance d'autorisations avec QR Code. L'accès aux destinations sahariennes, telles que Djanet, Tamanrasset et Timimoun, s'en trouve simplifié. Parallèlement, les dessertes aériennes se renforcent pour les vols nationaux et internationaux, améliorant l'accessibilité de ces régions. Cette stratégie vise à faire de l'Algérie une destination touristique majeure, ciblant la Méditerranée et l'Afrique.

Des objectifs ambitieux à l'horizon 2030

L'Algérie a accueilli près de 3,3 millions de visiteurs en 2023. La diaspora représente une part importante de ces arrivées. Désormais, le pays ambitionne d'atteindre 8 millions de touristes à l'horizon 2028. Le tourisme saharien seul vise 1,5 million de visiteurs.

L'objectif passe à 12 millions de visiteurs en 2030. De plus, la contribution du tourisme pourrait atteindre près de 10 % du PIB.

SEYBOUSE Quotidien indépendant d'informations générales times Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba	Directeur general : Bicha salim Directeur de la publication : Noureddine Boukraa Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 Email: redactionseybouse@gmail.com	P.A.O SEYBOUSE Times Site web: www.seybousestimes.dz Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz Facebook : SEYBOUSE TIMES Impression : SIE Constantine Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine	Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59 Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz	Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction
--	--	---	---	---

ALLOCATION TOURISTIQUE 750 €: La Banque d’Algérie dévoile les nouvelles règles de versement par carte

La Banque d’Algérie a publié ce lundi soir une nouvelle instruction réglementaire, portant le numéro 07. Celle-ci redéfinit les conditions d’octroi et d’utilisation du droit de change (750 euros) pour les voyages à l’étranger via carte de paiement internationale. Selon ledit document, la carte de paiement internationale, ou la carte internationale dédiée au droit de change, est désormais soumise à un cadre précis. Elle est émise exclusivement par la banque intermédiaire agréée au nom de son titulaire. Ainsi, elle ne peut en aucun cas être prêtée, cédée ou mise à disposition d’un tiers. En effet, seul le titulaire légal est habilité à l’utiliser. La Banque d’Algérie précise également que la formulation de la demande doit se faire suffisamment en avance par rapport à la date de départ prévue. De plus, la durée de validité minimale fixée par l’instruction est de trois ans. Ce

délai offre une certaine souplesse aux voyageurs réguliers, tout en maintenant un contrôle rigoureux sur l’identité du bénéficiaire. **Le droit de change réservé exclusivement aux dépenses effectuées à l’étranger** Sur ce point, l’instruction est sans ambiguïté. Les devises accordées au titre du voyage ne peuvent financer que des opérations réalisées hors du territoire algérien. De plus, elles ne servent qu’au motif pour lequel elles ont été attribuées. Ainsi, toute utilisation détournée, notamment sur le sol national, constitue une violation directe de la réglementation des changes. Cette disposition s’inscrit dans une logique de contrôle que la Banque d’Algérie renforce progressivement. En juin dernier, cinq réformes majeures validées par l’autorité monétaire avaient déjà ouvert de nouvelles gammes de cartes internationales pour les particuliers et les professionnels.

Néanmoins, l’instruction n°07 vient compléter cet arsenal en précisant les obligations comportementales des titulaires. Par ailleurs, rappelons que les règles douanières relatives aux devises et aux objets de valeur imposent aux voyageurs algériens de déclarer tout montant en monnaie étrangère dépassant 1 000 euros. En conséquence, la carte internationale ne dispense pas de ces obligations. **Voyage annulé ou séjour trop court : le remboursement intégral devient obligatoire** C’est la disposition la plus contraignante du texte. En cas d’annulation du voyage, le bénéficiaire doit restituer à sa banque la totalité du montant en devises qu’elle lui a accordé. De plus, la même obligation s’applique si la durée effective du séjour à l’étranger est inférieure à sept jours. Le remboursement doit s’effectuer auprès de la banque intermédiaire

domiciliaire du compte du titulaire. Aucune tolérance ne concernera les séjours écourtés. D’ailleurs, cette mesure vise clairement à colmater une brèche connue : celle des voyages fictifs ou trop brefs, utilisés pour extraire des devises sans contrepartie réelle. Cette logique de traçabilité et de restitution rejoint les orientations prises ces derniers mois par l’autorité monétaire. En mai dernier, une instruction de la Banque d’Algérie avait déjà imposé la domiciliation bancaire avant toute expédition de marchandises importées. Ainsi, elle vise à bloquer les sorties illégales de devises via les opérations commerciales. **Le contexte : une politique monétaire qui serre progressivement la vis** L’instruction n°07 ne surgit pas dans le vide. Elle s’inscrit dans une série de décisions cohérentes prises par la Banque d’Algérie



pour reprendre le contrôle sur les flux de devises. Lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait lui-même tranché en faveur du paiement obligatoire de l’allocation touristique par carte bancaire, pour mettre fin aux détournements opérés par des intermédiaires. Ainsi, cette démarche vise à sécuriser chaque maillon de la chaîne, de l’allocation touristique à la carte de paiement internationale. L’objectif est de rendre chaque transaction traçable, chaque dépense justifiable et chaque bénéficiaire identifiable.



Dans un communiqué officiel rendu public, le ministère de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire a fermement démenti les informations circulant sur les réseaux sociaux concernant la prétendue non-conformité et la dangerosité de la pastèque pour la santé humaine. Les autorités qualifient ces allégations d’« informations fallacieuses » visant directement à déstabiliser l’économie nationale et à porter atteinte à la sécurité alimentaire du pays. Le ministère a souligné que les

résultats des analyses approfondies effectuées par les laboratoires compétents démentent de manière catégorique toutes les rumeurs propagées. Ces examens scientifiques confirment que la production nationale de ce fruit de saison est parfaitement saine, conforme aux normes en vigueur et propre à la consommation. Face à ce mouvement d’affolement injustifié, la tutelle appelle les citoyens à la vigilance et à ne pas céder aux campagnes de désinformation. **La santé publique, une priorité absolue**

Soucieux de rassurer la population, le ministère de l’Intérieur a rappelé que la préservation de la santé publique et la sécurité du consommateur demeurent au centre des préoccupations majeures des pouvoirs publics. Des brigades de contrôle mixtes veillent quotidiennement à la régulation, au suivi et à la conformité des produits agricoles mis sur le marché national. **Rappel à l’ordre et menaces de dissolution des associations de consommateurs** Par ailleurs, le communiqué ministériel s’est montré particulièrement sévère à l’égard

de certains individus et associations de protection des consommateurs, notamment l’APOCE. Les autorités estiment que les déclarations publiques et non vérifiées de ces acteurs constituent une violation manifeste des missions qui leur sont légalement dévolues. Le ministère exhorte ces organisations à respecter scrupuleusement les cadres réglementaires en vigueur et les principes régissant leur secteur d’activité, en transmettant leurs requêtes directement aux institutions habilitées sans outrepasser leurs prérogatives.

En conclusion, le ministère de l’Intérieur a rappelé qu’il détient l’entière légitimité juridique de prendre toutes les mesures conservatoires et les sanctions prévues par la législation contre tout contrevenant. L’administration a explicitement évoqué la possibilité de recourir au gel des activités des associations réfractaires, conformément aux dispositions de la loi 12-06 du 12 janvier 2012 relative aux associations.

« FAUSSES RUMEURS SUR LA PASTÈQUE »:

À Relizane, un post Facebook conduit son auteur en prison

La police de Relizane a interpellé un individu accusé d’avoir diffusé de fausses informations sur la pastèque via Facebook, dans le but manifeste de porter atteinte à l’économie nationale et à la sécurité alimentaire du pays. En effet, la brigade de lutte contre la cybercriminalité, relevant de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Relizane, a réussi cette semaine à identifier et à arrêter un suspect. Ce dernier est poursuivi pour la propagation à grande échelle, sur les réseaux sociaux, de rumeurs infondées concernant la qualité de la pastèque. **Atteinte à l’économie nationale et à l’ordre public**

Selon un communiqué officiel des services de sécurité : « Le suspect a délibérément utilisé son compte personnel sur le réseau social Facebook pour publier des informations erronées. Ces agissements visaient à porter préjudice à l’économie nationale, à la sécurité alimentaire du pays, ainsi qu’à l’image des produits agricoles locaux. » Présenté le 13 juillet devant le procureur de la République près le tribunal de Relizane, le mis en cause a été renvoyé devant le tribunal des délits selon la procédure de comparution immédiate. Le juge a prononcé son placement sous mandat de dépôt pour le chef d’inculpation de diffusion et

de pastèques. Par ailleurs, l’Association algérienne de protection et d’orientation du consommateur et de son environnement (APOCE) avait précédemment alerté les citoyens contre l’achat de pastèques vendues en tranches. L’association avait précisé que le couteau utilisé pour la découpe pouvait transférer des germes et des bactéries de l’écorce externe vers la pulpe, ce qui représente un risque réel d’intoxication alimentaire, indépendamment de la qualité intrinsèque du fruit. **Le démenti formel des autorités** Face à l’ampleur de la rumeur, le ministère de l’Intérieur, des Collectivités locales et de

de pastèques. Par ailleurs, l’Association algérienne de protection et d’orientation du consommateur et de son environnement (APOCE) avait précédemment alerté les citoyens contre l’achat de pastèques vendues en tranches. L’association avait précisé que le couteau utilisé pour la découpe pouvait transférer des germes et des bactéries de l’écorce externe vers la pulpe, ce qui représente un risque réel d’intoxication alimentaire, indépendamment de la qualité intrinsèque du fruit. **Le démenti formel des autorités** Face à l’ampleur de la rumeur, le ministère de l’Intérieur, des Collectivités locales et de

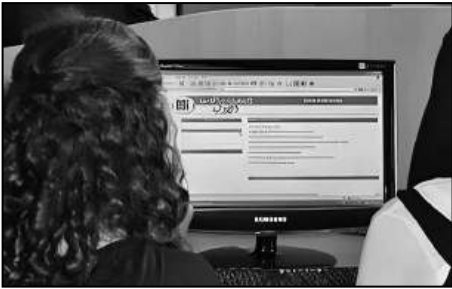
l’Aménagement du territoire a réagi fermement à travers un communiqué officiel. Le ministère a démenti catégoriquement toutes les spéculations entourant la non-conformité de la pastèque à la consommation, s’appuyant sur les résultats négatifs des analyses microbiologiques effectuées en laboratoire. Les autorités ont conclu en insistant sur le fait que ces campagnes de désinformation ciblent directement l’économie nationale et la souveraineté alimentaire, particulièrement dans un contexte de forte dynamique et de prospérité de la production agricole locale sur les marchés.



UNIVERSITÉ

Ouverture ce mercredi des préinscriptions en ligne pour les bacheliers 2026

Les préinscriptions et l’orientation des nouveaux bacheliers (session 2026) débiteront mercredi, exclusivement via la plateforme numérique dédiée à cet effet et se poursuivront jusqu’au 19 du mois en cours. Les bacheliers devront accéder au site des préinscriptions via le lien : <https://orientation-esi.dz> ou en scannant le code QR disponible sur le site, en utilisant le numéro d’inscription et le code secret du baccalauréat figurant sur le relevé de notes, pour consulter la liste des filières auxquelles ils sont éligibles, puis renseigner leur fiche de vœux par ordre de préférence parmi les choix autorisés. Selon la circulaire ministérielle N01 relative à l’orientation et à l’inscription des bacheliers 2026 fixant les règles générales régissant cette opération, l’orientation des étudiants repose sur plusieurs critères essentiels, notamment la



filière du baccalauréat, la moyenne pondérée ou la moyenne générale, selon le domaine ou la filière de formation, ainsi que les vœux du candidat, les capacités d’accueil des établissements d’enseignement supérieur et les circonscriptions géographiques. Le système adopté permet au nouvel étudiant de s’inscrire à une formation en présentiel ou à distance, conformément à la réglementation

en vigueur.

Il lui offre également, sous réserve de remplir les conditions requises, la possibilité de suivre simultanément deux cursus de formation différents en vue de l’obtention d’un double diplôme, selon les offres de formation disponibles et le nombre de places pédagogiques.

Les fiches de vœux transmises via la plateforme feront l’objet d’un traitement informatisé basé sur les critères d’orientation adoptés, avant l’affichage des résultats sur le site internet.

Les étudiants devront ensuite finaliser leur inscription en s’acquittant des droits d’inscription par voie électronique sur la plateforme “Progress”. Si aucun des vœux formulés n’est satisfait, une deuxième phase de préinscriptions sera ouverte, permettant au candidat de remplir une nouvelle fiche de vœux

selon les conditions fixées, avant de procéder à l’inscription définitive après paiement des droits via la carte Eddahabia sur la plateforme numérique.

Dans le cadre de la modernisation du système d’orientation universitaire, le ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a introduit une série de nouvelles mesures, dont le lancement d’une application dédiée au calcul de la moyenne pondérée et l’augmentation du nombre de choix possibles à 12, ainsi que l’intégration d’un modèle linguistique d’intelligence artificielle dans la plateforme numérique d’orientation pour répondre aux questions des étudiants 24h/24, tout en recourant aux techniques d’exploration de données pour améliorer la précision de l’orientation.

CHOIX BAC 2026

Découvrez les moyennes requises pour intégrer les filières les plus prisées

Alors que l’effervescence des résultats du baccalauréat est encore dans tous les esprits, l’heure est déjà aux arbitrages décisifs pour les nouveaux diplômés. Dès demain, les bacheliers devront troquer l’euphorie de la réussite pour la rigueur des choix d’avenir avec le coup d’envoi officiel des préinscriptions universitaires. Une étape cruciale qui s’annonce particulièrement sélective cette année, notamment pour ceux qui convoitent les grandes écoles d’élite du pays. Conformément au nouveau circulaire ministériel, les écoles d’intelligence artificielle et de cybersécurité se hissent au sommet de la pyramide des exigences. Pour le prestigieux pôle technologique de Sidi Abdallah, la barre est placée très haut : un seuil minimal de 17/20 est exigé pour franchir les portes des Écoles nationales supérieures d’intelligence artificielle (ENS-IA) et de cybersécurité (ENS-CS). Pour l’École nationale supérieure des systèmes autonomes et celle des

nanotechnologies, l’accès débute à 16/20. Du côté de l’École supérieure de mathématiques, le ministère a opté pour un système de paliers progressifs selon la filière du baccalauréat. Si les bacheliers en mathématiques peuvent postuler dès 16/20, le ticket d’entrée grimpe à 16,50/20 pour la filière sciences expérimentales, et culmine à 17/20 pour les candidats issus de la branche technique-mathématiques. Au-delà des notes requises, une nouveauté majeure attend les futurs cadres du pôle de Sidi Abdallah. La tutelle précise que l’intégralité du cursus y sera dispensée en langue anglaise, dans le cadre du renforcement de cette langue dans les formations spécialisées. De plus, les bacheliers admis au sein de ces écoles et ayant obtenu leur diplôme avec la mention « Excellent » devront signer un engagement de service de cinq ans au sein des administrations, des institutions publiques ou des entreprises économiques nationales s’ils y sont recrutés après l’obtention de leur diplôme.

De l’intelligence artificielle aux sciences

médicales : découvrez les seuils d’accès par filière

Le secteur de la santé n’est pas en reste et applique une logique rigoureuse de priorisation. Pour les spécialités de Licence à inscription nationale proposées par la nouvelle Université des sciences de la santé d’Alger (Alger) — comprenant la pharmacie industrielle, la formation d’auxiliaires en pharmacie et l’hygiène et propreté dentaire — une moyenne plancher de 14/20 est requise pour participer

Ce seuil s’applique aux séries sciences expérimentales et mathématiques, tandis qu’une note minimale de 15/20 est exigée pour la filière technique-mathématiques. Concernant les filières classiques de médecine, pharmacie et médecine dentaire à inscription locale, le ministère fixe désormais le ticket de participation au classement à un minimum de 16/20 pour les filières scientifiques et mathématiques. La tutelle tient toutefois à avertir les futurs étudiants que les moyennes d’admission finales dépendront

fortement de la concurrence et du nombre de places pédagogiques disponibles.

La médecine vétérinaire connaît elle aussi une réorganisation importante de ses conditions d’accès. Pour intégrer l’École nationale supérieure de vétérinaire, il faudra afficher au moins une moyenne de 14,50/20 pour les séries sciences expérimentales et mathématiques, et de 15/20 pour les bacheliers technique-mathématiques.

En revanche, le ministère ouvre cette année un recrutement à vocation nationale au sein des instituts vétérinaires des universités de Constantine 1, Batna 1 et Tيارت dès une moyenne de 12/20, parallèlement à un recrutement local géré par 12 autres universités à travers le pays selon les conditions fixées.

Pour les Écoles normales supérieures (ENS), les moyennes oscillent entre 11 et 13/20 selon la filière, tandis que l’accès à l’École supérieure des enseignants pour sourds-muets reste conditionné par une moyenne plancher de 13/20.

Mobilisation de tous les moyens nécessaires pour lutter contre les feux de forêt

Tous les moyens humains, matériels et logistiques nécessaires ont été réunis dans le cadre d’une vaste mobilisation de terrain de l’ensemble des intervenants, afin de lutter contre les feux de forêt qui touchent certaines wilayas du pays, indique mardi un communiqué du ministère de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. “Dans le cadre des efforts continus déployés par l’Etat pour lutter contre les feux de forêts, de broussailles, de maquis et de récoltes, et sous le suivi direct du ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, qui a donné des instructions pour assurer l’ensemble des moyens humains, matériels, logistiques et aériens, et renforcer la coordination

entre les différents intervenants, les opérations d’extinction se poursuivent dans les wilayas touchées par les incendies, dans le cadre d’une mobilisation générale sur le terrain”, précise la même source. A cet effet, “d’importants moyens ont été mobilisés, notamment la colonne mobile de la Protection civile, des camions anti-incendies, des équipes spécialisées, une flotte aérienne composée d’avions bombardiers d’eau et d’hélicoptères, ainsi que les différents corps de sécurité, l’Armée nationale populaire (ANP), la Direction générale des forêts (DGF) et les collectivités locales, afin d’assurer une intervention rapide et de limiter la propagation des flammes”. “Les walis se sont rendus aux lieux des incendies

afin de superviser les opérations d’intervention, de s’enquérir de la mise en œuvre des plans d’extinction et d’assurer la coordination entre les différents services mobilisés”. De son côté, le directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, s’est déplacé dans les wilayas de Béjaïa et Sétif pour suivre de près les opérations d’extinction et s’enquérir du déroulement des interventions sur le terrain, ajoute le communiqué. Les opérations d’extinction se poursuivent “à un rythme soutenu jusqu’à la maîtrise totale de l’ensemble des foyers, tandis que l’état de mobilisation et de vigilance demeure maintenu afin de protéger les citoyens, leurs biens et le patrimoine forestier”, conclut le communiqué.



Le ministère de la Santé organise un séminaire pour la présentation du Plan national stratégique de la santé en milieu professionnel 2026-2030

Le ministère de la Santé a organisé, mardi à Alger, un séminaire consacré à la présentation du Plan national stratégique de la santé en milieu professionnel 2026-2030, qui se veut un cadre de référence de la politique nationale en matière de protection de la santé des travailleurs. Ce plan national vise à adapter le système national de la santé en milieu professionnel aux mutations que connaît le monde du travail, aux nouveaux risques professionnels ainsi qu’aux exigences du développement économique durable, selon les explications fournies à cette occasion. Le plan s’articule autour de cinq axes stratégiques : la modernisation du cadre juridique et le renforcement de la gouvernance, le développement

des services de médecine du travail, le renforcement des ressources humaines et de la formation, la consolidation des mesures de prévention, de dépistage et de surveillance des risques professionnels, ainsi que la mise en place d’un système national intégré d’information et de recherche scientifique dans le domaine de la santé au travail. A cette occasion, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a souligné, dans une allocution lue en son nom par le secrétaire général du ministère, Mohamed Talhi, que ce plan constitue “une étape charnière dans la mise en place d’une nouvelle vision nationale faisant de la prévention un choix stratégique et de la santé du travailleur un pilier essentiel pour la protection du capital humain

et le soutien au développement socio-économique”. Le ministre a précisé que “l’Etat considère la protection de la santé du travailleur comme un choix stratégique”, assurant qu’“investir dans la santé humaine est l’investissement le plus durable et le plus rentable, et un fondement pour bâtir une économie forte, des institutions plus compétitives et une société plus saine et plus productive”. Il a, en outre, expliqué que ce plan est “le fruit d’un vaste travail participatif auquel ont contribué différents secteurs, organismes nationaux, experts, et partenaires sociaux et économiques, partant de la conviction que la protection de la santé du travailleur représente une responsabilité collective et que la réussite des politiques préventives requiert la conjugaison des efforts et l’unification

des visions”. De son côté, la présidente de la Commission nationale des experts en médecine du travail au ministère, Nora Liani, a souligné que la médecine du travail en Algérie repose sur “un cadre constitutionnel garantissant le droit à la santé en milieu professionnel, ainsi qu’un cadre juridique intégré conforme aux conventions de l’Organisation internationale du Travail (OIT) ratifiées par l’Algérie”. Elle a également rappelé que “parmi les spécificités du modèle algérien figure l’intégration de la médecine du travail dans le système national de santé, en sus de l’existence d’une volonté politique ayant permis l’élaboration d’un plan stratégique national dans ce domaine”.

SCANDALE IMETAL: Charaf-Eddine Amara acquitté, jusqu’à 10 ans de prison pour les autres prévenus

La Cour d’Alger a rendu, ce mardi 14 juillet, ses arrêts en appel dans le retentissant dossier de corruption lié au groupe public Imetal. Les peines prononcées varient considérablement : de 10 ans de prison ferme pour l’homme d’affaires oranais surnommé « Nounou Manita » jusqu’à l’acquittement pur et simple pour plusieurs prévenus, dont l’ancien président de la Fédération algérienne de football, Charaf-Eddine Amara. Au cœur du dossier, l’ex-ministre de l’Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, voit sa condamnation initiale sensiblement allégée par la juridiction d’appel. La juge a confirmé les verdicts de première instance sur le principe, tout en procédant à des ajustements significatifs. Condamné à 5 ans ferme par le tribunal de Sidi M’hamed en avril dernier, Ali Aoun se voit désormais infliger une peine de 3 ans, dont 2 ans de prison ferme, assortie d’une amende d’un million de dinars. Une réduction notable, même si elle ne constitue pas un acquittement. **10 ans de prison ferme contre deux prévenus** La sévérité maximale a été

réservée à deux profils bien distincts. Abdelnour A., dit « Nounou Manita », homme d’affaires originaire de la wilaya d’Oran, maintenu en détention depuis le début de la procédure, écope de 10 ans de prison ferme et d’un million de dinars d’amende. La même peine frappe l’investisseur Sami Bougataya, condamné dans les mêmes termes. Ces deux condamnations constituent le volet le plus sévère du verdict. Rappelons que « Nounou Manita » était au centre des soupçons depuis le début : les enquêtes avaient mis au jour des transactions suspectes entre plusieurs filiales d’Imetal et cet homme d’affaires, qui s’était même rendu en Mauritanie sans mandat légal aux côtés de hauts responsables de sociétés publiques. **Mehdi Aoun et les dirigeants de Fondal et Sider El-Hadjar écopent de peines réduites** Le fils de l’ancien ministre, Mehdi Aoun, voit sa peine ramenée de 6 à 4 ans de prison ferme, avec une amende de 200 000 dinars. Une réduction qui suit la même logique que celle accordée à son père, sans pour autant effacer sa responsabilité pénale dans ce dossier.

Deux cadres dirigeants du secteur public sont également sanctionnés à hauteur de 3 ans ferme chacun, assortis d’une amende d’un million de dinars : le directeur général de l’entreprise Fondal, S. Noureddine, et le PDG du complexe sidérurgique Sider El-Hadjar, B. Karim. Ces deux responsables étaient poursuivis notamment pour dilapidation de deniers publics et conclusion de contrats illégaux dans le cadre de leurs fonctions. Par ailleurs, l’opérateur économique Cherafaoui Mohamed et le président du club équestre El-Kouara, Abdelhalim, ont été condamnés à 5 ans de prison ferme chacun, plus un million de dinars d’amende. **Charaf-Eddine Amara et plusieurs autres prévenus totalement acquittés** C’est l’un des retournements les plus marquants de cette audience. Charaf-Eddine Amara, ancien président de la Fédération algérienne de football et ex-PDG du groupe Madar, bénéficie d’un acquittement sur l’ensemble des charges. Déjà relaxé en première instance, il recouvre également ses documents de voyage, le contrôle judiciaire qui pesait sur lui étant levé. Plusieurs autres prévenus



partagent ce sort. Aymene Chriet, directeur général chez un concessionnaire de marque automobile chinoise, le gestionnaire Attia, ainsi que les dirigeants de sociétés pharmaceutiques Abdelkader Amraoui et Mohamed Habis sont tous acquittés. Leurs passeports leur sont restitués et les mesures de surveillance judiciaire supprimées. **Un dossier instruit depuis 2024, au cœur de la lutte contre la corruption dans les entreprises publiques** Ce verdict d’appel clôt, au moins provisoirement, un feuilleton judiciaire ouvert bien avant le procès. Le juge d’instruction du pôle pénal économique et financier de Sidi M’hamed avait ordonné dès juillet 2024 une enquête complémentaire approfondie, après l’émergence de nouveaux indices. La chambre d’accusation de la cour d’Alger

avait ensuite, en novembre 2024, rejeté les demandes de remise en liberté des principaux détenus. L’affaire Imetal s’inscrit dans une offensive judiciaire plus large contre les réseaux de corruption au sein des entreprises publiques algériennes. Les charges initiales couvraient un spectre particulièrement étendu : blanchiment d’argent, dilapidation de fonds publics, octroi illégal de marchés, abus de fonction et perception d’avantages indus, le tout encadré par la loi 01-06 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption. Le groupe Imetal, spécialisé dans les industries métallurgiques et sidérurgiques, se retrouvait au centre d’un système présumé de marchés truqués portant notamment sur des transactions de déchets ferreux et de résidus de cuivre. Ce dossier n’est pas isolé. Dans un registre similaire, le fils de l’ancien secrétaire général du FLN Djamel Ould Abbes avait été condamné début juillet à 10 ans de prison ferme pour blanchiment d’argent, avec confiscation intégrale de ses biens, par le même pôle pénal spécialisé.

ILS VOLAIENT DES PEUGEOT À LA SOURCE À POISSY: Un trafic de voitures vers l’Algérie démantelé

Deux ans et demi après le spectaculaire vol de neuf Peugeot sur le site de Poissy, l’enquête a conduit au démantèlement d’un réseau qui s’apprêtait à expédier les véhicules volés vers l’Algérie. Voler le constructeur à la source : c’est le pari audacieux d’un groupe de malfaiteurs qui s’est emparé de neuf Peugeot sur le site de Poissy fin décembre 2023. Si l’enquête a duré plus de deux ans, elle vient de se solder par l’interpellation des suspects. Une affaire qui illustre la mutation d’un trafic bien rodé — l’envoi de voitures françaises vers le continent africain, notamment en Algérie — où les usines elles-mêmes sont désormais dans le viseur de filières très organisées. Si l’envoi de voitures volées vers l’Afrique est un trafic bien connu, il touche désormais directement les constructeurs eux-mêmes. Ces derniers sont devenus les cibles privilégiées de réseaux criminels particulièrement polyvalents. Cette réalité est confirmée par le dénouement d’une enquête lancée il y a deux ans et demi, suite à un vol d’envergure chez



Stellantis. Fin décembre 2023, la plateforme logistique du site de Poissy (Yvelines) avait été le théâtre d’un casse ciblé, au cours duquel neuf véhicules Peugeot avaient été dérobés ou endommagés par les malfaiteurs. **Un braquage commis à la source** En pleine nuit de Noël, un commando s’introduit par effraction sur le site de l’usine Peugeot-Stellantis à Poissy (Yvelines). Aux alentours de 1h30, le groupe fait main basse sur neuf véhicules stationnés sur le parc logistique du sous-traitant Ceva Logistics (ex-Gefco). Pour s’ouvrir le passage au niveau du poste D, les malfaiteurs

n’hésitent pas à projeter deux des voitures volées contre le portail de sécurité. Le chemin est libre, la fuite commence. Mais tout ne se passe pas comme prévu. Une Peugeot 308 se retrouve bloquée par la patrouille de sécurité et finit sa course dans un bloc de béton. Son conducteur parvient in extremis à s’extirper de l’habitacle. Il s’enfuit en courant vers le rond-point Camille-Jenatzy, où un complice l’attend à bord d’une autre voiture volée pour prendre la fuite. Le butin final s’est avéré plus maigre qu’espéré. Entre les voitures abandonnées dans l’urgence et celles sacrifiées en guise de « béliers » pour enfoncer les grilles du site, la fuite a coûté cher aux voleurs. Cinq véhicules manquaient néanmoins à l’appel à l’issue de ce spectaculaire braquage. Ce préjudice a poussé le parquet de Versailles à confier les investigations aux enquêteurs du commissariat de Conflans-Sainte-Honorine. **Un voleur traahi par son ADN** Selon Le Figaro, l’enquête vient de s’achever par un coup de filet ciblé en région parisienne, ainsi

que dans les secteurs de Tours et de Marseille. Fin juin, cette opération policière d’envergure a conduit à la garde à vue de cinq suspects, tandis que deux autres complices présumés ont été entendus librement par les enquêteurs. C’est une empreinte génétique qui a confondu le cerveau de l’opération. Trahi par son ADN prélevé dans un véhicule accidenté, Malick O. (né en 1997 en Côte d’Ivoire) est passé aux aveux en garde à vue, reconnaissant son rôle de premier plan. Dans son sillage, ses complices — des trentenaires et quadragénaires originaires du Maghreb et basés en région parisienne — ont eux aussi rompu le silence. Par ailleurs, le rôle de chacun s’est alors dessiné : trois des suspects ont avoué avoir été recrutés comme simples « convoyeurs » vers l’étranger. L’enquête a prouvé qu’à peine quelques jours après le casse, quatre des Peugeot se trouvaient déjà à Marseille, prêtes pour une traversée maritime vers l’Algérie. En effet, pour fluidifier le trafic, deux membres du

réseau servaient d’aiguilleurs, récupérant les véhicules dérobés pour en donner les clés et les papiers aux transporteurs. **Un dernier malfaiteur sous mandat de recherche** Pour les voitures de Stellantis, le plan a été exécuté en un temps record. Ces vols répondent généralement à des commandes précises de l’étranger, avec Marseille comme point de départ idéal. La cité phocéenne offre non seulement un accès direct vers l’Afrique du Nord, mais abrite aussi des ateliers clandestins capables de falsifier les documents et de maquiller les véhicules afin de les réintégrer sans encombre dans le circuit légal. Le démantèlement du réseau va maintenant se jouer devant les tribunaux. Selon le parquet de Versailles, au moins deux des suspects arrêtés, parmi lesquels Malick O., seront convoqués le 16 novembre 2027 pour répondre de faits de vol et de recel. Un dernier complice présumé, Oussama S., toujours en fuite à l’issue de l’opération policière de fin juin, fait quant à lui l’objet d’un mandat de recherche.

ANNABA:

Sonelgaz renforce son réseau électrique pour anticiper les pics de consommation estivaux

S.F

Alors que les épisodes de forte chaleur mettent les réseaux électriques sous pression à travers le pays, la Direction de distribution de Sonelgaz à Annaba poursuit le renforcement de ses infrastructures. La dernière intervention concerne le secteur de Champs de Mars, où un nouveau poste de transformation a été mis en service afin d'améliorer la stabilité de l'alimentation électrique.

L'opération intervient dans un contexte marqué par une hausse significative de la demande en électricité, alimentée principalement par le recours massif aux systèmes de climatisation. Les quartiers à forte densité commerciale figurent parmi les zones les plus sollicitées durant cette période, nécessitant une adaptation continue des capacités de distribution. Selon la Direction de distribution, les travaux ont consisté à

mettre en service un troisième poste de transformation après l'augmentation de la capacité d'un équipement existant réalisée au cours de la nuit précédente. L'objectif est d'accroître la résilience du réseau et de limiter les risques de surcharge lors des pics de consommation. Pour les habitants comme pour les commerçants, cette modernisation devrait se traduire par une alimentation plus stable et une meilleure continuité du service, deux enjeux devenus

essentiels pendant la saison estivale, lorsque la consommation atteint ses niveaux les plus élevés. Cette intervention s'inscrit dans un programme plus large de modernisation des infrastructures électriques engagé par Sonelgaz. L'entreprise poursuit le renforcement de son réseau de distribution afin d'accompagner l'évolution des besoins énergétiques et d'améliorer la qualité du service public. La société publique affirme



maintenir la mobilisation de ses équipes techniques afin d'assurer le suivi permanent des installations et d'intervenir rapidement en cas de besoin.

ANNABA:

la direction de l'Éducation affine sa feuille de route avant la rentrée scolaire

Sihem .F

À moins de deux mois de la rentrée scolaire, la Direction de l'éducation de la wilaya d'Annaba accélère ses préparatifs. Réunis autour du directeur de l'Éducation, Mokhtar El Aouamer, les principaux responsables administratifs ont passé en revue l'ensemble des dossiers jugés prioritaires afin d'assurer une reprise des cours dans des conditions optimales. La réunion de coordination, organisée au siège de la direction, s'est ouverte par un examen des conclusions de la conférence nationale consacrée à la prochaine rentrée scolaire, présidée par le ministre de l'Éducation nationale. Les participants ont insisté sur la nécessité d'appliquer sans délai les orientations arrêtées au



niveau central et de garantir leur traduction concrète sur le terrain. L'accent a également été mis sur la gestion des requêtes des citoyens et des personnels du secteur. Le secrétaire général a présenté un état des lieux des dossiers en cours, tout en appelant à un traitement plus rapide des demandes administratives et à une amélioration continue de l'accueil des usagers. Sur le volet des infrastructures, la direction a évalué l'avancement

des projets destinés à renforcer les capacités d'accueil du secteur éducatif. Quinze nouveaux établissements scolaires devraient être réceptionnés avant la rentrée, tandis que les travaux de réhabilitation de plusieurs écoles sont suivis de près. Les responsables ont également fait le point sur les assiettes foncières réservées à la réalisation de futurs établissements afin d'accompagner l'évolution des besoins démographiques.

Les services chargés de la scolarité, des examens et des ressources humaines ont, pour leur part, examiné les cartes administrative et pédagogique, ainsi que les besoins en encadrement dans les différents cycles d'enseignement. L'objectif affiché est d'assurer une répartition équilibrée des personnels avant le début de l'année scolaire. Les questions liées aux concours administratifs lancés par le ministère ont également occupé une place importante dans les échanges. Les responsables de la formation et de l'inspection ont été appelés à veiller au strict respect des procédures réglementaires et des calendriers fixés. La réunion a par ailleurs permis de faire le point sur la clôture

des dossiers financiers, le suivi des opérations comptables, la numérisation et la sécurisation des diplômes, ainsi que sur la régularisation des situations administratives et salariales des fonctionnaires. En clôturant les travaux, le directeur de l'Éducation a rappelé l'obligation de finaliser l'ensemble des opérations administratives et pédagogiques liées à la fin de l'année scolaire avant la signature des procès-verbaux de sortie des chefs d'établissement. Il a également insisté sur le respect des délais et des instructions ministérielles afin de garantir une rentrée scolaire organisée, conforme aux exigences du secteur et aux attentes des élèves, des enseignants.

Les inscriptions universitaires 2026 officiellement lancées à partir du 15 juillet

S.F

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé le lancement des inscriptions préliminaires et des opérations d'orientation au profit des titulaires du baccalauréat, session 2026. Cette étape, déterminante pour l'accès à l'enseignement supérieur, débutera le 15 juillet 2026 et se poursuivra jusqu'au 19 juillet 2026. Les nouveaux bacheliers sont invités à effectuer leurs démarches exclusivement en ligne, via la plateforme officielle dédiée à l'orientation universitaire. À travers cet espace numérique, les candidats pourront consulter les offres de formation, exprimer leurs choix et finaliser leur inscription préliminaire dans les délais impartis. Le ministère rappelle que les inscriptions



s'effectuent uniquement sur le portail officiel : <https://orientation-esi.dz>. Les candidats peuvent également accéder directement à la plateforme en scannant le code QR figurant sur l'avis officiel. Les autorités appellent l'ensemble des titulaires du baccalauréat 2026 à respecter le calendrier établi afin d'assurer le bon déroulement de l'opération et d'éviter toute difficulté liée aux délais de dépôt des vœux.

CANICULE À ANNABA:

un médecin urgentiste met en garde contre les risques de coups de chaleur

S.F

Face à la hausse des températures enregistrée ces derniers jours, le Dr Mohamed Cherifi, médecin coordinateur des urgences médicales à l'Établissement public de santé de proximité (EPSP) d'Annaba, a appelé les citoyens à faire preuve d'une vigilance accrue afin de prévenir les coups de chaleur. Le praticien explique qu'une exposition prolongée au soleil, notamment durant les heures les plus chaudes de la journée, peut provoquer une déshydratation importante et entraîner des complications parfois graves. Il recommande ainsi d'éviter toute exposition directe aux rayons du soleil entre la fin de la matinée et le milieu de

l'après-midi, période où les températures atteignent leur pic. Le Dr Cherifi invite également la population à s'hydrater régulièrement, à porter des vêtements légers et à privilégier les endroits frais et ombragés. Une attention particulière doit être accordée aux personnes âgées, aux enfants et aux personnes souffrant de maladies chroniques, plus vulnérables aux effets de la chaleur. Ces recommandations interviennent alors que plusieurs wilayas du pays connaissent un épisode de fortes chaleurs, incitant les autorités sanitaires à renforcer les campagnes de sensibilisation afin de limiter les risques liés à la canicule.

ANNABA

RÉUNION DE COORDINATION POUR LEVER LES RÉSERVES AU NIVEAU DES 308 LOGEMENTS AADL À DRAA ERICH



Imen Boulmaiz

Dans le cadre du suivi des projets d'habitat et de l'amélioration du cadre de vie des citoyens, le wali délégué de la circonscription administrative de la nouvelle ville Benmostpha Benaouda a présidé, ce matin, une réunion de

coordination consacrée à la situation de la cité des 308 logements AADL, situé au niveau de la nouvelle ville Benmostefa Benaouda. Cette rencontre, tenue en présence de l'ensemble des organismes et services concernés, a porté principalement sur la levée de toutes les réserves enregistrées au niveau de ce site d'habitation. Les différents points nécessitant une prise en charge ont été examinés afin d'identifier les insuffisances constatées et de définir les mesures appropriées pour leur traitement. Le wali délégué a insisté sur la nécessité d'une coordination étroite entre les différents intervenants et d'une mobilisation effective des organismes concernés, dans le but d'accélérer les opérations de levée des réserves. L'objectif est d'apporter des solutions concrètes aux problèmes relevés et de garantir aux habitants un environnement urbain répondant aux exigences en matière de qualité et de cadre de vie. Au cours de la réunion, les parties concernées ont été appelées

à assumer pleinement leurs responsabilités et à intervenir, chacune dans son domaine de compétence, pour prendre en charge les observations enregistrées au niveau du quartier des 308 logements AADL. Une attention particulière a également été accordée au respect des engagements pris et au suivi rigoureux des interventions programmées. Cette démarche s'inscrit dans les efforts engagés par les autorités locales de la circonscription administrative de la nouvelle ville pour assurer un suivi régulier des nouveaux pôles urbains de la nouvelle ville Benmostefa Benaouda et remédier aux insuffisances susceptibles d'affecter le quotidien des résidents. À travers ce type de réunions de coordination, les autorités locales entendent renforcer le travail concerté entre les différents organismes et accélérer la prise en charge des réserves signalées, en vue d'améliorer les conditions de vie des citoyens et d'assurer une meilleure gestion des ensembles résidentiels nouvellement réalisés.

ANNABA/NOUVELLE VILLE

SUIVI DES TRAVAUX DE LA NOUVELLE ÉCOLE PRIMAIRE DU QUARTIER DES 1 380 LOGEMENTS AADL

Imen Boulmaiz

Le wali délégué de la circonscription administrative de Benmostpha Benaouda a effectué une visite d'inspection au chantier de réalisation d'une nouvelle école primaire au niveau de la cité des 1 380 logements AADL de la nouvelle ville Bnemoastpha Benaouda. Cette infrastructure éducative est programmée pour une mise en service au titre de l'année scolaire 2026-2027. Cette sortie sur le terrain s'inscrit dans le cadre du suivi régulier des projets relevant du secteur de l'éducation et de l'accompagnement du développement urbain que connaît la nouvelle ville. Le wali délégué s'est enquis de l'état d'avancement des travaux et des conditions dans lesquelles se déroule la réalisation de cet établissement scolaire destiné à renforcer les capacités d'accueil au niveau de ce nouveau pôle d'habitation.

Lors de sa visite du chantier, le responsable a pris connaissance des différentes étapes du projet et de la progression des travaux. Une attention particulière a été accordée au respect du calendrier de réalisation, compte tenu de la programmation de l'établissement pour une entrée en service dès la prochaine rentrée scolaire. La réalisation de cette école primaire revêt une importance particulière pour les familles installées au niveau du quartier des 1 380 logements AADL. Avec l'occupation progressive des nouveaux ensembles résidentiels, les besoins en infrastructures publiques de proximité, notamment dans le domaine de l'éducation, connaissent une augmentation significative. Dans ce contexte, le renforcement du réseau des établissements scolaires constitue l'un des principaux enjeux liés à l'expansion de la nouvelle ville Ben Mostefa Ben Aouda.

La mise en service de nouvelles structures éducatives devrait permettre d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves et de rapprocher les établissements des zones d'habitation. Le wali délégué a, à cette occasion, souligné l'importance d'assurer un suivi rigoureux du chantier et de veiller à l'avancement des travaux conformément aux délais prévus. La mobilisation des différents intervenants demeure nécessaire afin de permettre la réception de l'établissement et sa préparation dans les meilleures conditions avant son ouverture aux élèves. Cette visite d'inspection traduit la volonté des autorités locales d'assurer un accompagnement constant des projets d'équipements publics réalisés au niveau de la circonscription administrative de Draâ Errich. Elle intervient également dans le cadre des préparatifs anticipés de la rentrée scolaire 2026-2027, notamment en



matière de disponibilité des infrastructures éducatives. À travers la réalisation de cette nouvelle école primaire, les autorités entendent répondre aux besoins croissants de la population de la nouvelle ville et garantir aux enfants un accès à des structures scolaires de proximité adaptées au développement des nouveaux quartiers résidentiels.

ANNABA/CHETAIBI

RÉUNION SUR LE RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION CONTRE LES MALADIES À TRANSMISSION HYDRIQUE EN PLEINE SAISON ESTIVALE

Imen Boulmaiz

Dans le cadre des mesures visant à préserver la santé publique et à renforcer la prévention durant la saison estivale, Walid Zernadji, chef daïra de Chetaïbi, a présidé, hier dans la soirée, au siège de la daïra, une réunion de la commission chargée du suivi et de la prévention des maladies à transmission hydrique. Cette rencontre a été principalement consacrée à l'examen de la situation sanitaire au niveau de la daïra ainsi qu'à l'évaluation des mesures préventives mises en place pour limiter les risques liés aux maladies à transmission hydrique. Une attention particulière a été accordée à

la période estivale, marquée par une hausse de la fréquentation de cette localité côtière et l'afflux de nombreux estivants. Les participants ont passé en revue les différents aspects liés à la prévention sanitaire et aux facteurs susceptibles de présenter un risque pour la santé des citoyens et des vacanciers. À cet effet, l'accent a été mis sur la nécessité d'intensifier les opérations de contrôle sur le terrain et d'assurer une vigilance permanente afin de détecter rapidement toute anomalie pouvant favoriser l'apparition ou la propagation de maladies liées à l'eau. Le chef de daïra a insisté sur le renforcement de la coordination entre les différents services et organismes concernés.

Cette coopération intersectorielle constitue un élément essentiel pour garantir l'efficacité des interventions et assurer une prise en charge rapide des éventuelles situations à risque. Les services compétents ont ainsi été appelés à multiplier les sorties de contrôle et à veiller au strict respect des mesures d'hygiène et de prévention. L'objectif est de réduire les risques sanitaires, particulièrement durant les fortes chaleurs et la saison des vacances, périodes nécessitant une surveillance accrue en raison de l'augmentation de la consommation d'eau et de la fréquentation des espaces accueillant le public. La réunion a également permis de rappeler l'importance du

suivi régulier de la situation sanitaire et de l'échange d'informations entre les différents intervenants. Toute insuffisance constatée sur le terrain devra faire l'objet d'une prise en charge appropriée afin d'éviter d'éventuelles répercussions sur la santé publique. À travers cette mobilisation, les autorités locales de Chetaïbi entendent garantir la sécurité sanitaire des citoyens et des nombreux estivants qui choisissent cette région côtière comme destination durant l'été. Ces mesures préventives s'inscrivent dans une démarche visant à assurer une saison estivale dans les meilleures conditions de sécurité et à préserver la santé de la population.

ANNABA : BENMOSTPHA BENAOUA LA NOUVELLE VILLE PRÉPARE LE « PLAN BLEU » POUR FACILITER L'ACCÈS AUX PLAGES DURANT L'ÉTÉ

Imen Boulmaiz

Les préparatifs liés à la saison estivale se poursuivent au niveau de la circonscription administrative de la nouvelle ville, dans la wilaya d'Annaba. Une réunion de coordination s'est tenue hier, au siège de la circonscription administrative, afin d'arrêter les dispositions relatives au programme du « Plan Bleu ». Cette rencontre a été principalement consacrée à l'organisation du transport direct des citoyens et des estivants vers les différentes plages de la wilaya d'Annaba. Les participants ont ainsi examiné les mécanismes permettant de mettre en place des dessertes adaptées aux besoins de la population durant la période

estivale, marquée par une importante affluence vers le littoral. Le programme prévoit également d'étudier l'organisation de lignes de transport en direction des plages des wilayas voisines de Skikda et d'El Tarf. Cette opération devra être menée en coordination avec l'Entreprise de transport urbain et suburbain, dans l'objectif de faciliter les déplacements et d'offrir aux citoyens davantage de possibilités pour rejoindre les zones côtières. À travers ce dispositif, les responsables locaux ambitionnent d'améliorer les conditions de transport vers les plages, notamment pour les familles et les citoyens ne disposant pas de moyens de déplacement personnels. Une attention particulière est ainsi accordée à la planification des dessertes et à la coordination

entre les différents intervenants concernés par la réussite du « Plan Bleu ». La réunion a également porté sur la mobilisation des acteurs de la société civile et du mouvement associatif. Les associations sont appelées à conjuguer leurs efforts et à participer activement aux différentes initiatives prévues dans le cadre du programme d'animation estivale. Cette coordination vise à créer une dynamique collective autour de la saison estivale et à contribuer à la réussite des activités programmées au profit des citoyens. Les différents acteurs concernés devront ainsi unir leurs efforts afin d'assurer une meilleure organisation des opérations d'animation et d'accompagnement durant l'été. À travers la préparation du « Plan Bleu », la circonscription



administrative de Draa Errich entend contribuer à la réussite de la saison estivale 2026, en misant notamment sur l'amélioration de la mobilité vers les plages et le renforcement de la participation de la société civile.

ANNABA/DASS LA VILLE D'ANNABA PRÉPARE LA CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE NATIONALE DE L'ENFANT



Imen Boulmaiz

Dans le cadre des préparatifs liés à la célébration de la Journée nationale de l'enfant, la Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS) de la wilaya d'Annaba a tenu, hier, une réunion de coordination consacrée à l'élaboration du programme prévu à l'occasion de cet événement national. La rencontre, organisée au siège de la direction, a été présidée par Abdelhamid Sari, directeur de l'action sociale et de la solidarité de la wilaya d'Annaba, en présence des directeurs des établissements et centres spécialisés relevant du secteur, ainsi que des chefs de service et des cadres de la direction. Cette réunion a permis d'examiner les différents volets du programme de wilaya destiné à marquer la Journée nationale de l'enfant. Les participants se sont notamment penchés sur les aspects organisationnels et logistiques nécessaires au bon déroulement des activités programmées, avec pour objectif d'assurer une célébration à la hauteur de l'importance accordée à l'enfance.

Une attention particulière a été accordée aux manifestations et activités destinées directement aux enfants. À travers le programme en préparation, les responsables du secteur ambitionnent de créer des espaces d'animation, d'accompagnement et d'épanouissement, tout en mettant en avant les valeurs liées à la protection, à la prise en charge et au respect des droits de l'enfant. Lors de son intervention, le directeur de l'action sociale et de la solidarité a insisté sur la nécessité d'assurer une coordination rigoureuse entre les différents intervenants. Il a également appelé à la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et matériels disponibles afin de garantir la réussite des manifestations prévues dans le cadre de cette célébration nationale. Cette mobilisation des établissements et centres spécialisés relevant du secteur de l'action sociale vise également à assurer une participation active des différentes structures concernées. L'objectif est de donner à cette journée une dimension à la fois éducative, sociale et humaine et de sensibiliser davantage à la place de l'enfant

au sein de la société. La célébration de la Journée nationale de l'enfant constitue, en effet, une occasion de rappeler l'importance de la protection de l'enfance et de la promotion de ses droits. Elle permet également de mettre en lumière les efforts déployés en matière d'accompagnement social et de prise en charge des différentes catégories d'enfants, notamment ceux nécessitant une attention et un suivi particuliers. À travers la préparation de ce programme de wilaya, la Direction de l'action sociale et de la solidarité d'Annaba entend contribuer pleinement à la réussite de cette occasion nationale. Les activités prévues devront ainsi refléter l'intérêt accordé par l'État algérien à l'enfance et traduire, sur le terrain, les dimensions éducatives, sociales et humaines de cette célébration. La coordination entre les différents acteurs du secteur demeure, à ce titre, un élément central pour assurer le bon déroulement des manifestations et offrir aux enfants des activités adaptées, dans un cadre favorisant leur bien-être, leur protection et leur épanouissement.

SÉTIF DES OFFICIERS TUNISIENS DE LA PROTECTION CIVILE EN STAGE PRATIQUE EN ALGÉRIE



BICHA B.N

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de coopération bilatérale entre la Direction générale de la Protection civile algérienne et son homologue tunisienne, le directeur de l'École nationale de la Protection civile, le colonel Azzouz Ibrahim, accompagné du sous-directeur de la formation, le colonel Rami Miloud, a supervisé le lancement d'un stage pratique au profit d'officiers de la Protection civile tunisienne. Les stagiaires, dont le premier groupe a été accueilli dans la wilaya d'El Tarf, effectueront une formation de dix jours au sein de la Direction de la Protection civile de Sétif. Ce stage s'inscrit dans le cadre de l'accord de jumelage conclu entre les Écoles nationales de la Protection civile d'Algérie et de Tunisie et vise à renforcer les échanges d'expériences ainsi que les compétences professionnelles dans les différents domaines d'intervention opérationnelle. Deux autres groupes d'officiers tunisiens bénéficieront prochainement de stages similaires au niveau des Directions de la Protection civile des wilayas de Skikda et Annaba, consolidant ainsi la coopération entre les deux pays dans le domaine de la sécurité civile.

CORÉE DU SUD :

L'ex-président Yoon Suk Yeol condamné à deux ans de prison pour des sondages illégaux

L'ancien chef de l'Etat avait déjà été condamné à la prison à vie en février pour « insurrection », pour avoir tenté d'imposer la loi martiale en 2024 et envoyé l'armée au Parlement pour le museler, selon le monde fr. La justice sud-coréenne a condamné, lundi 13 juillet, l'ancien président Yoon Suk Yeol à deux ans de prison pour avoir bénéficié de sondages d'opinion gratuits en échange de son soutien politique. L'ancien chef de l'Etat



avait déjà été condamné à la prison à vie en février pour « insurrection », pour avoir tenté d'imposer la loi martiale en 2024 et envoyé l'armée au Parlement pour le museler. Les avocats de M. Yoon ont annoncé vouloir faire appel. Il a également été

condamné à trente ans d'emprisonnement en juin pour avoir envoyé des drones en Corée du Nord afin de provoquer Pyongyang et déclencher la loi martiale. Destitué en avril 2025, il est actuellement incarcéré. Mais sa nouvelle condamnation n'est pas liée aux précédentes. Loi sur le financement politique M. Yoon a été jugé coupable d'avoir bénéficié de sondages d'opinion gratuits entre 2021 et 2022 en échange de son soutien à un candidat briguant

l'investiture de son parti lors d'une élection législative partielle. « Le tribunal l'a aujourd'hui reconnu coupable d'avoir enfreint la loi sur le financement politique et l'a condamné à deux ans de prison », a affirmé à l'Agence France-Presse un représentant du tribunal. Le tribunal estime que l'ex-président a agi avec son épouse, Kim Keon-hee, qui attend une décision de la Cour suprême jeudi sur son cas. Elle a déjà été acquittée deux fois dans cette affaire.

En Inde, l'embarrassant scandale des dons détournés du temple de Ram fragilise le parti du premier ministre

Le temple de Ram, érigé sur les ruines de la mosquée Babri et présenté comme la « mère des batailles » des nationalistes hindous, est au cœur d'une affaire de détournement de fonds. Le scandale implique le Rashtriya Swayamsevak Sangh, l'organisation extrémiste dont est issu le premier ministre du pays, Narendra Modi, selon le monde fr. Deux ans après avoir inauguré avec faste le temple dédié au dieu Ram à Ayodhya, au nord-est de l'Inde, Narendra Modi, le premier ministre, voit la fondation chargée de sa gestion

éclaboussée par une affaire de détournement des dons des fidèles, pour des sommes qui pourraient atteindre plusieurs millions d'euros. L'affaire est embarrassante pour l'image personnelle de M. Modi, qui aime à se présenter comme le protecteur des hindous. L'édification de ce monument en lieu et place de la vieille mosquée de Babri de l'époque moghole, détruite en 1992 par des foules d'hindous, figurait à l'agenda des nationalistes depuis un siècle. Présentée comme « la mère des batailles », sa construction devait imprimer la supériorité de

l'hindouisme sur l'islam et toute autre religion. L'édifice a coûté 183 millions d'euros, et son financement puis sa gestion ont été confiés à une fondation, la Shri Ram Janmabhoomi Teerth Kshetra, créée en février 2020 par le gouvernement de Narendra Modi. La fondation a perçu 410 millions d'euros depuis 2020, dont 62 millions d'euros d'offrandes entre l'inauguration du 22 janvier 2024 et le 31 mars 2026. Le montant colossal des dons est à la hauteur de la fréquentation. Une partie des offrandes en espèces, en or et argent, déposées dans



les hundis, les boîtes à dons, aurait été confisquée pendant les processus de comptage quotidiens. Le temple reçoit jusqu'à 100 000 fidèles par jour. Selon le gouvernement

indien, 50 millions de visiteurs auraient foulé en 2024 le sanctuaire, soit beaucoup plus que le Taj Mahal, le monument iconique de l'Inde qui accueille 8 millions de touristes par an.

EN SYRIE, LA FIN DES SUBVENTIONS ET LA LIBÉRALISATION DE L'ÉCONOMIE ACCENTUENT LA PAUPÉRISATION DE LA SOCIÉTÉ : « Il n'y a pas de stratégie, c'est le chaos »

La flambée des prix de l'électricité et la dégringolade de la livre syrienne face au dollar accentuent la perte de pouvoir d'achat et la colère des ménages contre le gouvernement d'Ahmed Al-Charaa, accusé de ne pas avoir de réelle politique économique, selon le monde fr. Dans l'appartement de

Fatima, dans le sud de Damas, seul le réfrigérateur fonctionne. La pièce qui fait office de salon, avec quelques matelas posés au sol, étouffe sous la chaleur de l'été syrien. Cette mère au foyer de 56 ans veille à consommer le moins d'électricité possible. Depuis la hausse des tarifs, en octobre 2025, elle n'ose plus aller récupérer ses factures auprès de la compagnie publique

d'électricité, sachant qu'elle ne pourra pas les payer. « Une facture d'électricité pour deux mois équivaut au salaire de mon mari – 13 500 livres syriennes [SYP - environ 135 euros]. Avant l'augmentation, on payait 300 LS (3 euros) », explique Fatima (le prénom a été changé). L'électricité peut lui être coupée à tout moment. Et, avec l'installation prévue

de nouveaux compteurs fonctionnant par prépaiement, il ne sera bientôt plus possible d'être alimenté sans avoir payé à l'avance. Fatima ne sait pas où elle va trouver l'argent. Son budget mensuel ne dépasse pas 200 euros entre le salaire de son mari, fonctionnaire, et l'argent que leur envoie leur fils de 26 ans, serveur en Irak. Propriétaires de leur

logement, ils n'ont pas à se soucier du loyer. Ils doivent néanmoins compter chaque dépense : les transports du père et des deux filles, étudiantes à l'université, une bouteille de gaz, le pain, les médicaments, etc. Au total : 11 650 SYP. Ils mangent de la viande une fois par an et n'achètent plus de vêtements. Fatima s'est déjà endettée à hauteur de 450 000 SYP (environ 4 500 euros).

Donald Trump annonce la mise en place d'un péage maritime sur le détroit d'Ormuz, où le trafic de navires s'est effondré

Le président américain a déclaré, lundi 13 juillet, qu'il allait rétablir le blocus des ports iraniens, et affirmé vouloir instaurer une taxe de 20 % pour les bateaux souhaitant traverser le détroit, selon le monde fr. En voulant contrôler le passage maritime, les Etats-Unis et l'Iran ont réduit le trafic dans le détroit d'Ormuz à néant, ou presque. Le couloir, par où transitaient 20 % des hydrocarbures dans le monde, ainsi que toutes les marchandises importées dans le Golfe avant la guerre en Iran, n'est plus qu'un bras de mer aux eaux turquoise

désertées par les navires. Donald Trump a annoncé, lundi 13 juillet, le rétablissement du blocus naval des ports iraniens et l'instauration d'une taxe de 20 % sur « la valeur de toutes les cargaisons transportées » sur le fret maritime passant par le détroit. Le président américain affirme que ces mesures visent à « couvrir l'ensemble des coûts nécessaires à l'accomplissement de la mission visant à assurer la sûreté et la sécurité de cette région du monde », sans donner plus de détails sur le modus operandi. Dans la foulée, le commandement

militaire américain chargé du Moyen-Orient a précisé, dans un communiqué, que le blocus serait effectif à partir de mardi, 22 heures, heure de Paris. Les cours du pétrole ont aussitôt bondi. Celui du baril de Brent de la mer du Nord était en hausse de 4,35 %, à 79,32 dollars (69,66 euros) une heure après les déclarations du président américain, et a clôturé à 83,30 dollars, soit un bond de 9,59 % – même au début du conflit, une telle progression sur une seule séance n'avait pas été observée. Mardi, il est remonté à 85 dollars pour



la première fois depuis plus d'un mois, après une nouvelle salve de frappes américaines contre l'Iran. Le prix du baril de West Texas Intermediate, lui, a grimpé de 9,42 % sur la journée de lundi, terminant à 78,14 dollars.

ICE, la police fédérale américaine de l'immigration, fait une nouvelle victime et provoque la colère dans le Maine

Joan Sebastián Guerrero, un Colombien de 26 ans, a été tué lundi 13 juillet à Biddeford. Il aurait été confondu avec un autre objectif des agents fédéraux, tout comme Lorenzo Salgado Araujo, mort dans des conditions similaires à Houston, le 7 juillet, selon le monde fr. Pour la deuxième fois en six jours, l'ICE, la police de l'immigration américaine, a tué un homme au volant de sa voiture, au cours d'une intervention dont il



n'était pas la cible initiale. Joan Sebastián Guerrero, un Colombien de 26 ans, a été abattu lundi 13 juillet par des agents fédéraux à Biddeford (Maine), dans

le nord-est des Etats-Unis. Sa mort intervient après celle de Lorenzo Salgado Araujo, dans des circonstances similaires, à Houston (Texas), le 7 juillet. Les faits se sont déroulés au petit matin, dans cette ville côtière, non loin de la capitale du Maine, Portland. « L'ICE effectuait une surveillance ciblée à la dernière adresse connue d'un étranger en situation irrégulière visé par une ordonnance définitive

d'expulsion. Un étranger en situation irrégulière a quitté la résidence à bord d'un véhicule. Les agents de l'ICE ont tenté de procéder à l'interception du véhicule. Le véhicule a essayé de prendre la fuite et, craignant pour la sécurité publique, un agent a fait usage de son arme à feu », a expliqué le département de la sécurité intérieure (DHS), dans un communiqué, plus de douze heures après les faits.

Le Panama se rêve en nouveau Singapour, avec 10 milliards de dollars d'investissements à venir

« La ruée sur les ports » (3/16). Avec trois nouveaux ports, un pipeline et un nouveau lac de rétention d'ici sept ans, le pays d'Amérique centrale se lance dans des projets pharaoniques. La compagnie française CMA CGM est sur les rangs, selon le monde fr. Le Panama a son canal, qui relie l'Atlantique et le Pacifique, mais aussi un large complexe logistique, qui comprend cinq ports et deux zones franches. Mais si les trois quarts des navires qui traversent

l'isthme s'arrêtent dans l'un des ports, ceux-ci ne chargent et déchargent que 10 millions de conteneurs par an. C'est très loin du niveau de Singapour et ses 45 millions de « boîtes ». « Pourtant, la géographie de Singapour est moins bonne que la nôtre, s'agace Omar Jaen Suarez, un conseiller du président panaméen, José Raul Mulino, et ancien diplomate. On a accès à deux océans ! Simplement, Singapour a compris il y a soixante

ans ce qu'il fallait faire. » Alberto Aleman Zubieta, qui a été le premier administrateur panaméen du canal, fait de son côté la comparaison avec Rotterdam (Pays-Bas), qui a un volume de 14 millions de conteneurs : « C'est considéré comme un port, mais en fait, ils ont de nombreux terminaux étirés sur 60 kilomètres. Nous devons avoir la même approche avec notre canal de 80 kilomètres, et mieux connecter les ports, l'aéroport, les zones franches... »



EN : L'avenir de Petkovic en débat jeudi

Sur orientation du Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF), le Collège technique national tiendra une session extraordinaire jeudi prochain au Centre technique national de Sidi Moussa afin d'évaluer le parcours de l'équipe nationale lors de la Coupe du monde 2026. Cette évaluation portera aussi bien sur les aspects sportifs qu'organisationnels, avec pour objectif d'identifier les insuffisances constatées et de proposer les mesures nécessaires pour renforcer durablement la compétitivité des Verts. Le Collège technique procédera à une analyse

approfondie de la participation de la sélection nationale, évaluera son évolution et formulera les recommandations qu'il jugera appropriées. L'un des principaux points d'attention concernera inévitablement l'avenir du sélectionneur Vladimir Petkovic. Si, sur le papier, la mission du Collège technique se limite à établir un bilan purement sportif, les conclusions qu'il présentera pourraient peser dans la réflexion de la FAF. Les difficultés rencontrées dans l'animation offensive, le manque de maîtrise collective, les erreurs défensives récurrentes ainsi que certains choix tactiques du sélectionneur

ont suscité de nombreuses critiques. Le Collège technique devra ainsi se prononcer sur un bilan qui, au-delà des résultats obtenus, soulève plusieurs interrogations quant au contenu et aux prestations de l'équipe nationale. A l'issue de ses travaux, le Collège technique remettra ses recommandations au Bureau fédéral de la FAF, qui sera seul habilité à prendre une décision concernant ce dossier sensible. Pour rappel, le Collège technique national est un organe consultatif. Il formule des avis et des recommandations, mais ne dispose d'aucun pouvoir décisionnel.



Belloumi face au défi de la Premier League

Après quelques semaines de vacances dont une bonne partie passée au pays, Mohamed-Bachir Belloumi a repris ce lundi l'entraînement avec son club Hull City avec en ligne de mire la préparation de la nouvelle saison pour laquelle il nourrit beaucoup d'ambitions. Après la montée historique d'Hull City en Premier League, Mohamed-Bachir Belloumi, qui, après avoir, grâce à son talent, contribué à cette montée, s'apprête à défier l'élite anglaise. A 23 ans, l'ailier algérien est déterminé à franchir un cap et à confirmer son potentiel dans le haut niveau.

Devenir un titulaire indiscutable

L'un des objectifs prioritaires pour le jeune attaquant formé au Ghali de Mascara est de s'imposer comme titulaire indiscutable à Hull City, un statut qu'il aurait pu avoir bien avant vu ses énormes potentialités, malheureusement il fut maintes fois freiné dans son bel élan par des blessures musculaires récurrentes. Malgré ces pépins physiques, il a su revenir en force à la fin de saison dernière pour devenir l'un des artisans majeurs des succès de Hull City lors des play-offs d'accession en Premier



League. Sa performance contre Millwall dans les demi-finales où il a inscrit un but et délivré une passe décisive restera gravée dans la mémoire des supporters de Hull City, prouvant ainsi sa force de caractère et sa capacité à s'imposer malgré les exigences physiques du championnat anglais. En clair, s'il est épargné par les blessures, Mohamed-Bachir Belloumi sera à coup sûr un titulaire indiscutable, et ce, malgré le fait que la Premier League soit le top des tops des

championnats européens et que le niveau est très élevé. Toujours est-il qu'avec ses qualités techniques indéniables et sa vision de jeu en plus de sa créativité, percussion et capacité d'éliminer ses adversaires, il dispose de tous les atouts face aux blocs bas de la Premier League. Toutefois, Belloumi devra continuer à renforcer son jeu physique pour résister aux défenseurs de la Premier League qui est l'un des championnats les plus intenses et exigeants

au monde. Aussi, la constance et l'enchaînement des matchs seront essentiels pour s'imposer durablement, lui recommandent les spécialistes au Royaume Uni. Par ailleurs confirmer le potentiel entrevu en Championship (L2 anglaise) face aux meilleures défenses d'Europe nécessitera une exigence tactique et mentale de tous les instants. Conscient que sa première saison en Premier League constitue une véritable vitrine pour confirmer son talent et s'imposer dans le

très haut niveau, Mohamed-Bachir Belloumi est déterminé à relever ce premier gros défi de sa carrière.

Un impact sur son statut en sélection

Evoluer en Premier League renforce ses chances de devenir un titulaire en équipe nationale, prévoient les observateurs. Son profil d'ailier droit percutant et créatif offre une solution de grande qualité à l'EN, malgré une forte concurrence à ce poste. En évoluant dans le meilleur championnat au monde, cela va l'exposer à un niveau d'intensité, de rigueur tactique et physique bien supérieur, ce qui est idéal pour s'aguerrir et postuler à une place de titulaire indiscutable chez les Verts. Cependant, bien que son ascension en Angleterre soit un atout majeur, Belloumi fait face à une rude concurrence sur le côté droit, notamment incarnée par Hady Moussa, Farès Ghedjemis ou Kebbal. Pour s'emparer définitivement du couloir droit en sélection, Belloumi devra confirmer ses prouesses sur les terrains de la Premier League toutes les semaines, ce dont il est capable de faire et reprendre la place laissée libre par Riyad Mahrez qui a pris sa retraite internationale après la Coupe du Monde.

Brighton offre 32 millions d'euros pour Chaïbi

Auteur d'un parcours honorable avec la sélection nationale à la Coupe du monde 2026, Farès Chaïbi ne manque pas de sollicitations, mais un club insiste beaucoup plus que les autres, et c'est Brighton qui fait de son recrutement l'une de ses priorités, a révélé le quotidien Daily Mail. D'après les dernières informations, Brighton a formulé une offre de 32 millions d'euros,

faisant de lui l'une des attractions principales de ce mercato estival, courtisé également par l'Olympique Lyonnais, mais l'opération s'avère complexe financièrement pour le club rhodanien. Cependant, selon les bruits qui courent, l'agence qui le représente privilégie un départ vers l'Angleterre. Son club actuel, l'Eintracht Frankfurt ne s'oppose pas à sa vente, mais le club allemand espère récupérer entre 25 et 35 millions d'euros,

et devrait rapidement acter ce transfert afin de réinvestir les fonds sur d'autres profils pour la saison à venir. A 23 ans, Farès Chaïbi figure parmi les profils les plus bancables de l'effectif de l'Eintracht. Certes, son club peut le bloquer vu que son contrat n'expire qu'en 2028, mais comme son transfert pourrait générer une rentrée financière conséquente, la porte à un départ est grande ouverte cet été.



Ça s'active en coulisses pour voir Nasser al-Khelaïfi devenir le prochain président de la FIFA

Patron du PSG depuis 2011 et membre influent auprès de l'UEFA, le dirigeant qatarien serait soutenu par plusieurs fédérations européennes pour devenir le futur président de la FIFA. Mais l'affaire est encore loin d'être une réalité. Cette Coupe du Monde 2026 a écorné un peu plus l'image du président de la FIFA, Gianni Infantino. Alors qu'il prône un Mondial toujours plus ouvert aux petites nations, le Suisse est devenu pour beaucoup une réelle menace pour le bien du football. Durant ce Mondial, la FIFA et son patron ont dû faire face à plusieurs polémiques : un arbitre somalien désigné par l'instance dirigeante a été expulsé avant même le début du tournoi, l'Iran a été obligée d'installer son camp de base en urgence au Mexique,



la suspension de Folarin Balogun a été levée suite à un coup de fil de Donald Trump et le bilan carbone des déplacements incessants du jet d'Infantino fait pâlir les écologistes. Tout ça sans oublier la logistique d'un chef d'État (escortes policières, etc.) réclamée par le Suisse lors de ses déplacements dans les villes américaines. Vous l'aurez compris, Gianni Infantino est loin d'être une figure qui rassemble tous les amoureux du ballon rond. Ce qui n'empêche pas le principal concerné de briguer un quatrième mandat. Fort de ses soutiens en Afrique et en Asie, Infantino est même déjà annoncé comme

le grand favori à sa propre succession lors des élections présidentielles de 2027. Difficile donc de voir un dirigeant pouvoir s'opposer à la réélection de l'Helvétie. Pourtant, talkSPORT assure que l'Europe s'active en coulisses pour déloger Infantino de son trône. **L'UEFA ne veut plus voir Infantino à la tête de la FIFA** Le média anglais assure en effet que le président de l'UEFA, Aleksander Čeferin, ne serait pas chaud à l'idée de devenir le prochain président de la FIFA. Le Slovène serait plutôt enclin à briguer un nouveau mandat à la tête de l'UEFA. En revanche, plusieurs fédérations pousseraient pour voir Nasser al-Khelaïfi aller au duel face à Infantino. Le boss du Legia Varsovie Dariusz Mioduski serait une autre option au cas

où le Qatarien renoncerait à se présenter. Une chose est sûre : les Européens devront se montrer très convaincants pour que NAK accepte une telle mission. Président du Paris Saint-Germain depuis l'arrivée de QSI en France, al-Khelaïfi a réussi à se faire un nom dans le monde du football malgré ses multiples casquettes (dirigeant de beIN Sports, président de la fédération qatarienne de tennis, président du PSG, président de QSI). Patron de l'EFC (l'association des clubs européens) depuis 2021, NAK serait forcément obligé de quitter certaines fonctions s'il se présente à la présidence de la FIFA. Mais pour l'instant, talkSPORT précise que le patron des doubles champions d'Europe parisiens ne fait pas de ce poste une priorité. Affaire à suivre.

Liga : Le Real Madrid demande à l'UEFA de retirer 35 titres au Barça

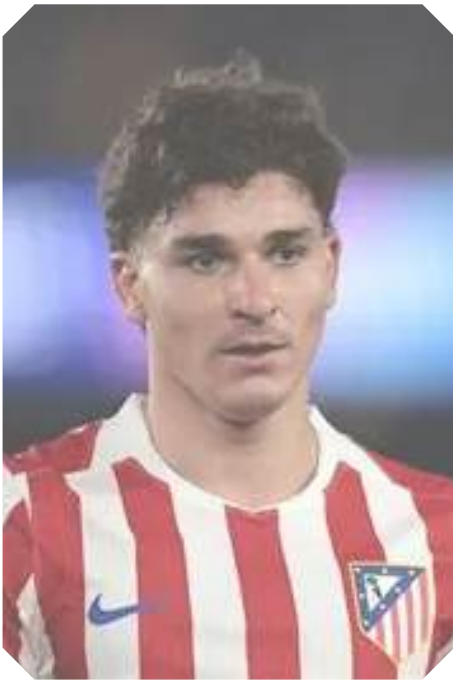
Le Real Madrid poursuit son offensive dans l'affaire Negreira. Le club madrilène continue également de multiplier les démarches judiciaires afin de faire toute la lumière sur les versements présumés effectués par le FC Barcelone à José María Enríquez Negreira, ancien vice-président du comité technique des arbitres. D'après AS, les Merengues ont notamment demandé au juge d'obliger le Barça à transmettre l'intégralité de son système de conformité entre 2010 et 2018 afin de vérifier les dispositifs de contrôle contre la corruption. Par ailleurs, le Real Madrid réclame que la Garde civile fournisse plusieurs documents financiers manquants



au dossier, notamment les factures, autorisations de paiement, circuits internes et audits des sociétés. À Valdebebas, le club entend aller jusqu'au bout de la procédure, tant sur le plan judiciaire que sportif. Le Real Madrid a d'ailleurs demandé à l'UEFA de retirer au FC Barcelone les titres remportés durant la période concernée par l'affaire Negreira entre 2001 et 2018, soit 35 titres.

Liga / Atlético : Julian Alvarez a recalé un cadavre européen

Ces derniers jours, la presse anglaise a évoqué une grosse offensive d'Arsenal pour Julian Alvarez. Les Gunners voulaient ainsi griller le FC Barcelone dans ce dossier, alors que les Colchoneros préfèrent vendre leur vedette à un club hors de Liga. Mais les Londoniens vont devoir se tourner vers d'autres pistes... Effectivement, le joueur de l'Albiceleste a déjà dit non à Arsenal, comme l'indique le journal Sport. Il ne souhaite pas revenir en Angleterre et n'a qu'un club en tête : le FC Barcelone. Mais le feuilleton est loin d'être terminé, bien au contraire, il n'a même pas réellement commencé...



Real Madrid : Ça bloque pour l'arrivée d'une super star



Alors des rumeurs évoquent une arrivée de Rodri au Real Madrid, cette opération semble plus compliquée que prévue. Après deux saisons sans remporter le moindre trophée majeur et une saison sans remporter le moindre trophée, le Real Madrid doit rectifier le tir et retrouver les sommets en Espagne et en Europe. Cela passera par l'entente entre ses trois stars Kylian Mbappé, Jude Bellingham et Vinicius Junior, tous les trois brillants pendant la Coupe du monde, mais aussi par un recrutement astucieux. **Le Real se renforce** De retour sur le banc des Merengues 14 ans après, José Mourinho a déjà pris les choses en main et a réussi à attirer Bernardo Silva, Ibrahima Konaté,

Denzel Dumfries ou encore Marc Cucurella. Mais se renforcer ne signifie pas n'importe quoi, et la Maison Blanche en est plus que consciente. Pendant un certain temps, les rumeurs évoquaient une arrivée de Rodri dans la capitale espagnole. De retour à son meilleur niveau depuis le début du Mondial, le Ballon d'or 2024 avait tout du candidat idéal pour compléter le milieu du Real. **Tchouaméni en chef d'orchestre** Mais si l'on en croit les informations de Fichajes, la probabilité de voir le milieu de 30 ans porter les couleurs du club madrilène est de moins en moins grande. La première raison est la similarité entre le profil du milieu de Manchester City et celui d'Aurélien Tchouaméni, qui a retrouvé son meilleur niveau au cours des

derniers mois. L'international français serait en plus sur le point de prolonger son contrat jusqu'en 2031 ou 2032. Il devrait en tout cas rester un joueur clé des Blancos. Malgré une saison très compliquée, Eduardo Camavinga pourrait lui aussi rester et essayer de se relancer, tandis que Federico Valverde est considéré comme indispensable. Autrement dit : le Real n'aurait pas « besoin » de Rodri. **Rodri en fin de contrat** Sous contrat jusqu'en 2027 avec les Skyblues, Rodri ne serait pas contre un retour en Espagne, lui qui a porté les couleurs de Villarreal entre 2015 et 2018 et de l'Atlético Madrid en 2018-2019. Sauf retournement de situation, ce retour ne se fera pas du côté du Bernabeu.



Windows 11 transfigure sa recherche avec une nouvelle interface sans publicité



Microsoft avait promis d'améliorer Windows 11 et notamment sa recherche. Se sachant attendu au tournant, la firme délivre cette semaine des modifications significatives à cette fonction, et pousse vers la sortie nombre de publicités et de contenus recommandés.

Face à la gronde des derniers mois, Microsoft avait promis de modifier en profondeur Windows 11 pour débarrasser le système d'un maximum de bugs, mais aussi le rendre plus rapide, plus digeste, et surtout moins prompt à diffuser des annonces et / ou les contenus que le géant américain se plaît d'ordinaire à pousser en avant. Microsoft tient cette semaine une partie de sa promesse, avec la recherche,

qui semble effectivement en voie de guérison.

La recherche de Windows 11 en voie de guérison

Dans la dernière version de Windows 11, réservée pour l'heure aux membres du programme Insider, l'interface de recherche n'affiche donc plus de publicités, fournissant à la place des résultats obtenus localement sur le PC, comme des paramètres, des applications et des fichiers de manière bien plus fiable... et sans se rabattre de manière intempestive sur des recherches web.

Comme vous pouvez le voir ci-dessus, la première modification d'ampleur concerne le panneau d'accueil de la recherche sous Windows 11. Jusqu'à présent (vignette de gauche), Microsoft

profitait de la moitié droite du panneau pour afficher des tuiles hétéroclites poussées en avant par Microsoft, souvent à des fins publicitaires. Seule la partie gauche concernait vraiment la recherche, avec les éléments récemment recherchés par l'utilisateur. Désormais (vignette de droite), ces éléments occupent tout l'espace disponible.

Autre nouveauté (vignette de droite), l'utilisateur peut désormais obtenir plus d'informations sur un fichier recherché, un peu comme ce que permet depuis de nombreuses années macOS. À noter que les icônes évoluent légèrement et que Microsoft veille maintenant à rendre plus identifiables les différents types

de contenus affichés suite à une recherche (fichiers, applications, paramètres...).

Microsoft enfin disposé à mieux faire

Microsoft a aussi appris à la recherche de Windows 11 à mieux comprendre les requêtes, même lorsque ces dernières sont formulées avec des fautes de frappe. Dans l'exemple que l'on peut voir ici, « Outlook » au lieu de « Outlook » est correctement interprété.

Autre exemple concret des efforts consentis par Microsoft pour mettre de côté les publicités, y compris lorsque la recherche va piocher sur le web, la moitié droite du panneau n'affiche plus de contenus sponsorisés. À la place, un résultat de recherche plus cohérent, lié directement à la

requête de l'utilisateur... et surtout affiché dès le départ, plutôt qu'en seconde position.

Microsoft laisse enfin les clés du camion à l'utilisateur en lui permettant de revenir en arrière sur l'essentiel de ces modifications. Si les contenus suggérés et les publicités de Windows 11 vous manquent, vous pouvez les réactiver en quelques clics depuis les réglages.

Pour l'instant, Microsoft table sur un déploiement progressif et en bêta de cette nouvelle recherche. Elle devrait arriver dans les prochains mois sur les versions définitives de Windows 11, sans que la firme ne nous donne de date précise dans l'immédiat.

Android Auto va enfin mieux gérer la musique grâce à une nouvelle carte multimédia



Google plancherait actuellement sur une nouvelle mouture du lecteur multimédia d'Android Auto. L'objectif ? Proposer une carte média plus lisible ainsi qu'un plus grand nombre de commandes.

Google multiplie les innovations pour Android Auto : lors de sa conférence I/O 2026, la firme a annoncé une refonte visuelle du service avec une nouvelle interface adaptative, une version 3D de Google Maps, une compati-

bilité Dolby Atmos et une meilleure intégration de Gemini. Des widgets sont également en préparation pour l'écran d'accueil. Mais Google a prévu bien d'autres améliorations.

Google prépare une refonte des cartes multimédia d'Android Auto

Actuellement, la carte média visible dans Android Auto à côté de l'écran de navigation présente les pochettes d'album en plein écran, avec le titre et les commandes de lecture positionnées par-dessus. Le rendu était, on ne va pas se mentir, un peu chargé mais aussi un peu daté et Google semble en avoir pris conscience.

Nos confrères d'Android Authority ont repéré dans le code de l'application une nouveauté qui pourrait bien changer la donne

: la pochette, qui a été centrée, occupe dans la nouvelle mouture une place plus réduite et l'arrière-plan flouté reprend ses couleurs. Le nom du morceau écouté et de l'artiste ont été déplacés sous l'illustration, une configuration que l'on retrouve assez souvent sur les smartphones.

Une amélioration encore loin d'être finalisée

Mais ce n'est pas tout : l'équipe en charge du développement d'Android Auto a profité de ce gain de place pour ajouter des commandes supplémentaires aux cartes multimédia. Alors qu'il était uniquement possible auparavant d'accéder aux boutons de lecture (Play/Pause, avancer d'une chanson, revenir à la chanson précédente), la nouvelle interface permet désormais aussi

de liker les titres, de passer un album ou une playlist en lecture aléatoire ou de répéter un titre ou un album. Le bouton Play/Pause a été déplacé au centre, alors qu'il était auparavant placé sur la gauche de la carte.

Hélas, ces nouvelles commandes ne seront pas disponibles pour tout le monde : les conducteurs équipés d'un autoradio trop petit ou trop ancien ne pourront pas en bénéficier.

Pour l'heure, Google n'ayant rien communiqué sur le sujet, on ne sait pas quand cette carte multimédia repensée sera déployée dans Android Auto. Impossible également de savoir s'il s'agit d'une version définitive ou si d'autres changements sont prévus. Patience, donc.



Le Festival international de Timgad referme son 43^{ème} chapitre sous le signe de la fête et du rayonnement culturel



Sara Boueche

Le 43^e Festival culturel international de Timgad s'est achevé dans la nuit

de lundi à mardi au nouveau théâtre de plein air de la cité antique, au terme de cinq soirées placées sous le signe de la création artistique, du dialogue

des cultures et de la ferveur populaire. La cérémonie de clôture s'est déroulée en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, des autorités locales, d'artistes venus de plusieurs pays ainsi que d'un public nombreux.

À cette occasion, la ministre a salué le retour de cette manifestation emblématique après plusieurs années d'interruption, estimant que le Festival de Timgad, parmi les plus anciens rendez-vous culturels d'Algérie, retrouve pleinement sa vocation de grand carrefour artistique. Elle a souligné que cette relance est le fruit d'une mobilisation concertée entre le ministère de la Culture et des Arts, les autorités de la wilaya de Batna et le commissariat du festival.

Malika Bendouda a également rappelé le rôle essentiel de cette manifestation dans la

valorisation de la région des Aurès et la promotion du patrimoine national, dont elle met en lumière la richesse et la diversité. Impressionnée par l'enthousiasme du public, elle a salué la qualité du nouveau théâtre de plein air, estimant que cette infrastructure est désormais en mesure d'accueillir de grandes manifestations artistiques d'envergure nationale et internationale.

De son côté, le commissaire du festival, Abdallah Bougandoura, a souligné que cette 43^e édition a confirmé la place historique qu'occupe le Festival international de Timgad dans le paysage culturel algérien et au-delà. Selon lui, la programmation, construite autour d'un équilibre entre héritage musical et expressions contemporaines, a réuni une sélection d'artistes algériens, arabes et africains qui ont su conquérir un public fidèle

et enthousiaste.

La soirée de clôture a offert un véritable voyage musical, mêlant les rythmes du raï, les sonorités chaouïes, la musique urbaine, les mélodies sahariennes et la scène tunisienne contemporaine. Portés par une ambiance chaleureuse, les spectateurs ont accompagné les artistes en reprenant en chœur leurs titres les plus populaires, donnant à cette ultime soirée une dimension particulièrement festive.

Durant cinq soirées, le Festival culturel international de Timgad a réuni des artistes et des formations musicales venus d'Algérie, de Tunisie, de Syrie, du Tchad et de Mauritanie, confirmant une nouvelle fois la vocation de ce rendez-vous à célébrer la diversité culturelle et à renforcer les échanges artistiques entre les peuples.

Tlemcen fait vibrer l'héritage du Hawzi lors d'une 15^{ème} édition placée sous le signe de la transmission

Sara Boueche

La ville de Tlemcen renoue avec l'une de ses plus prestigieuses traditions musicales à l'occasion de la 15^e édition du Festival culturel national de la musique Hawzi, inaugurée lundi soir au Grand Bassin (Sahridj Lembada), en plein cœur de la cité. Réunissant plus de 300 musiciens et musiciennes issus de quatorze écoles spécialisées venues notamment de Tlemcen, Mostaganem, Oran, Sidi Bel-Abbès et d'autres wilayas, cette manifestation célèbre un patrimoine musical profondément enraciné dans l'histoire culturelle de l'Algérie.

Placée sous le thème « Le Hawzi, des cordes derrière les remparts », la cérémonie d'ouverture, organisée en présence des autorités locales, a offert un panorama du raffinement de ce répertoire. L'association culturelle Riyad El Andalous de Tlemcen a ouvert les festivités avec une série d'interprétations, avant que les artistes Adlane Ferghani, Meriem Benallal et Sabrina Bouadjadj ne poursuivent la soirée par des récitals salués par le public. En parallèle, un espace dédié à l'artisanat traditionnel a mis en lumière le savoir-faire des artisans locaux.

Dans une allocution lue en son nom par Wassila Bouhlassa, représentante du ministère, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a rappelé que la préservation du patrimoine culturel immatériel, et plus particulièrement du patrimoine musical algérien dans toute la richesse de ses écoles et de ses styles, demeure une priorité stratégique. Elle a souligné que cet héritage incarne à la fois la diversité et l'unité de l'identité nationale, tout en constituant un puissant vecteur de rayonnement culturel sur les scènes régionale et internationale.

La ministre a également insisté sur la vocation de ces rendez-vous culturels, conçus comme des espaces favorisant la création artistique, la formation, les échanges d'expériences et l'émergence de jeunes talents. Ils contribuent aussi au développement de la recherche universitaire et à la documentation du patrimoine, afin d'assurer la transmission de cette mémoire collective aux générations futures.

Évoquant le choix de Tlemcen pour accueillir cette nouvelle édition, Malika Bendouda a qualifié la ville de véritable capitale de mémoire, dont l'histoire a profondément façonné la sensibilité artistique



nationale. Le thème retenu traduit ainsi la volonté de faire dialoguer le patrimoine architectural de la cité avec l'expression musicale qui s'y est épanouie au fil des siècles.

Le commissaire du festival, Amine Boudeffa, a rappelé que cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 17 juillet, constitue un rendez-vous majeur pour la sauvegarde du Hawzi. Héritage transmis de génération en génération, ce genre musical demeure un marqueur essentiel de l'identité culturelle algérienne, préservé avec rigueur par les grandes écoles de musique andalouse.

Le programme propose

également deux expositions majeures. La première, accueillie au Palais de la culture « Abdelkrim Dali », retrace l'histoire de la Nouba andalouse et des trois grandes écoles de Tlemcen, Alger et Constantine. La seconde, présentée au Centre d'interprétation du costume traditionnel algérien de Tlemcen, met à l'honneur la richesse du patrimoine vestimentaire national.

Des ateliers de perfectionnement instrumental destinés aux jeunes, des conférences, des rencontres scientifiques ainsi que des journées portes ouvertes au profit des associations de musique andalouse viendront

enrichir cette programmation, qui conjugue pratique artistique, réflexion académique et valorisation patrimoniale.

Les soirées musicales prévues tout au long du festival réuniront plusieurs artistes et ensembles spécialisés dans le répertoire hawzi, avec un concert de clôture confié à Brahim Hadj Kacem.

Cette quinzième édition se distingue enfin par l'adoption du concept d'« économie violette », une démarche qui associe développement culturel et attractivité touristique. Menée en partenariat avec la direction du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya, cette orientation prévoit des offres promotionnelles dans les établissements hôteliers, les restaurants, les agences de voyages et les espaces d'exposition durant toute la durée du festival. L'objectif est de renforcer l'attractivité de Tlemcen tout en mettant en valeur son patrimoine gastronomique, artisanal et culturel auprès des visiteurs.



Un libraire récupère des livres dans les ruines de Gaza

Après avoir perdu sa maison, sa librairie et son fils pendant la guerre, Mohammed Saad, libraire à Gaza, reconstruit sa collection, un livre sauvé à la fois. Vendant ses ouvrages depuis une tente installée au bord de la route, il est déterminé à préserver la culture, la mémoire et l'espoir malgré les ravages de la guerre. Lorsque la guerre a détruit sa maison et sa librairie à Beit Lahia, Mohammed Saad a perdu bien plus qu'une simple entreprise. Ce libraire de 58 ans a vu la collection qu'il avait mis 35 ans à constituer ensevelie sous les décombres, tout comme le lieu qui avait donné tout son sens à sa vie. Après avoir été déplacé à Deir el-Balah, dans le centre de Gaza, Saad est retourné sur les lieux de la catastrophe malgré les dangers, déterminé à récupérer autant de livres que possible. « J'ai trouvé la maison et les bibliothèques détruites, et les bombardements se poursuivaient. J'ai essayé d'écarter les décombres pour récupérer les livres », se souvient-il. Risquer sa vie pour sauver des livres Saad explique qu'il a fait fi du danger en fouillant les



décombres, convaincu que ces livres étaient trop précieux pour être abandonnés. « Les tirs passaient juste au-dessus de nos têtes, et je ramassais des livres parce que les livres sont précieux », a-t-il déclaré. « Je travaille avec ces livres depuis 35 ans. » Avant la guerre, il vendait des livres devant l'entrée de l'Université islamique et sur l'ancien marché Firas de la ville de Gaza, avant d'ouvrir une grande librairie à Beit Lahia. Le conflit a détruit à la fois sa maison et son commerce, et il a également perdu son fils. Une librairie sous une toile Aujourd'hui, Saad a reconstruit

son gagne-pain dans le cadre le plus modeste qui soit : une tente au bord de la route, à Deir el-Balah. Les livres sauvés sont empilés sur des présentoirs de fortune, souvent exposés à la chaleur, à la poussière et aux intempéries, car il ne dispose ni d'étagères ni d'espace de stockage adaptés. Malgré ces conditions, cette petite librairie assure un revenu à sa famille tout en continuant à offrir aux lecteurs un accès à la littérature et au savoir. Appel à la protection des livres Saad a lancé un appel aux habitants de Gaza pour qu'ils ne détruisent pas les livres dont ils n'ont plus besoin, les exhortant,



au contraire, à leur offrir une seconde vie. « Je dis à tous ceux qui ont des livres : ne les brûlez pas. J'achèterai les livres de quiconque en possède », a-t-il déclaré. « Ne les brûlez pas, car les livres ont de la valeur, et les livres, c'est la vie pour une personne. » Préserver la mémoire à travers la littérature Pour Saad, chaque livre récupéré représente bien plus que du papier

et de l'encre. C'est un symbole de résilience dans un territoire où les habitations, les écoles et les institutions culturelles ont subi des destructions massives. Sa petite tente est devenue bien plus qu'une librairie : elle rappelle que, même au milieu de la guerre et des pertes, préserver le savoir et la culture reste un acte d'espoir.

Jay-Z célèbre 30 ans de carrière dans sa ville de New York



Après des années passées à privilégier les apparitions ponctuelles, Jay-Z est revenu sur scène pour trois spectaculaires concerts devant des dizaines de milliers de personnes dans sa ville de New York, le dernier perturbé par d'importants problèmes logistiques. Organisées

dans l'enceinte pleine à craquer du Yankee Stadium, dans le Bronx, les trois soirées ont vu se succéder sur scène aux côtés du rappeur une kyrielle de stars, dont son épouse Beyoncé, Rihanna, Eminem, Pharrell Williams, Alicia Keys, Usher, Nas ou encore Pusha T. Le troisième concert, dimanche soir, a été marqué

par un retard de plusieurs heures. Selon les organisateurs, des «centaines» de fans ont tenté d'entrer sans billet, obligeant la sécurité à fermer les accès puis les ouvrir au compte-goutte. Résultat : des spectateurs munis de tickets ont mis des heures à entrer - certains affirmant sur les réseaux n'y être jamais parvenus - et Jay-Z est arrivé sur scène à minuit passé, visiblement contrarié et s'excusant pour l'attente. Homme d'affaires Mais passé l'incident, la foule a repris à pleins poumons les succès du rappeur de 56 ans, en terminant par son méga tube Empire State of Mind, devenu l'hymne officieux d'une ville où chacune de ses prestations est saluée comme un retour aux sources. «Rares sont les artistes hip-hop capables de remplir une enceinte aussi mythique que le Yankee Stadium. Plus rares encore ceux qui y parviennent en s'appuyant essentiellement sur un répertoire vieux de plusieurs décennies», observe auprès de l'AFP Timothy Welbeck, chercheur en études

afro-américaines à l'université Temple. Le dernier album de Jay-Z (4:44) remonte à 2017. Mais pour deux de ses trois concerts, il a choisi de mettre l'accent sur des opus datant pour le premier de 30 ans (Reasonable Doubt) et le second de 25 ans (The Blueprint), les deux ayant marqué l'histoire du hip-hop. S'il a plus ou moins délaissé la scène et les studios, c'est surtout que l'ancien petit dealer de drogue de Brooklyn est devenu aujourd'hui un homme d'affaires à plein temps, premier rappeur milliardaire de l'histoire selon Forbes, impliqué financièrement dans le sport, les spiritueux, les médias ou la mode. Paris et Londres en septembre Loin du rap de la rue qui a forgé ses débuts, le couple qu'il forme avec Beyoncé, autre superstar mondiale, a par ailleurs renforcé son statut d'icône glamour, les deux apparaissant régulièrement parmi les personnalités les plus influentes du monde du spectacle. De retour sur scène, l'artiste est revenu aux origines de son art, tranchant. Enchaînant les titres,

pas forcément les tubes, sans lâcher une seconde le micro de tout le show, arpentant la scène avec une joie évidente dans une mise en scène plutôt dépouillée au regard du gigantisme de l'endroit. Dans la foule, à chaque morceau, des milliers de voix lui ont répondu en écho, une large partie du public connaissant par cœur les longs textes de ses chansons. Après avoir rempli trois fois le Yankee Stadium pour un total cumulé de 135 000 à 140 000 personnes, Jay-Z se produira en septembre au Stade de France - qui n'est pas encore plein -, ainsi qu'à Londres au stade de Tottenham puis enfin à Los Angeles. En prélude à d'autres nouveaux projets ? «Les spéculations vont bon train sur une éventuelle sortie d'un nouvel album de Jay-Z dans le courant de l'année. S'il venait à voir le jour, ce disque pourrait l'amener à entreprendre une tournée plus vaste», avance Timothy Welbeck.



Tout savoir sur l'opération de la cataracte

L'opération la plus fréquente au monde, qui concerne près de 800 000 personnes chaque année en France, est celle de la cataracte. À quel moment est-il conseillé d'envisager de recourir à cette chirurgie ? En quoi consiste l'opération ? Quels sont les rares risques de complications ? Des experts nous répondent. La chirurgie de la cataracte est l'intervention la plus pratiquée en France toutes spécialités confondues. Découvrez à quel moment il est conseillé d'envisager une intervention pour soigner sa cataracte, à quoi il faut s'attendre avant, pendant et après.

Qu'est-ce que la cataracte des yeux ?

La cataracte est une pathologie très fréquente. D'après les chiffres de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm, source 1), elle touche plus d'une personne sur cinq à partir de 65 ans et près de deux sur trois après 85 ans. Cette maladie se caractérise par une opacification du cristallin entraînant une baisse progressive de la vision. Lorsque cette baisse de la vision devient gênante pour les activités quotidiennes, notamment la conduite, un traitement

Quand faut-il envisager l'opération de la cataracte ?

En 2024, plus d'un million de personnes ont franchi le cap de cette chirurgie, invasive mais avec une toute petite incision de la cornée (2,2 mm au lieu de 4 mm et plus il y a quelques années). Cet imposant volume d'opérés, en hausse de 3 % tous les ans en raison d'une population vieillissante, a trouvé un rythme de croisière après que des "interventions abusives" ont été dénoncées par la Caisse nationale de l'Assurance-maladie en 2006, laquelle pointait de fortes disparités de pratiques (durée des séjours hospitaliers, nombre d'actes prématurés...) mais aussi de fortes disparités régionales, variant jusqu'à 80 %. Autant d'interventions jugées inutiles, pratiquées le plus souvent sur des personnes âgées trop crédules, ou pourvus de larges moyens financiers, en particulier dans le Midi. On les affuble même du nom de "cataracte niçoise". Toutefois, depuis vingt ans, la situation a évolué. Chirurgie de la cataracte : c'est selon votre acuité



et votre confort visuels. Par ailleurs, en 2019, la Haute Autorité de Santé (HAS) a revu ses indications opératoires en matière de cataracte. Elle a effacé toute référence au seuil de vision inférieur à 5/10e qui fléchait une préconisation d'intervention. L'acuité visuelle ne lui est plus apparue suffisante pour justifier une opération. La HAS y associe désormais le confort de vue ressenti par le patient dans sa vie quotidienne, expose Dominique Monnet, professeur et praticien à l'hôpital Cochin à Paris. 3 conseils de praticiens à retenir. Vous avez 60, 70, 80 ans ? Inutile de vous affoler, même avec un léger voile sur les yeux. 1. Le critère essentiel, n'est pas l'âge, mais le niveau de gêne que vous éprouvez dans la vie de tous les jours, soulignent les spécialistes. « J'ai opéré une patiente qui avait 102 ans, dit le Pr Monnet. Elle ne pouvait plus jouer au scrabble, car elle ne voyait plus les lettres. L'intervention n'a posé aucun problème ». Comme toujours en termes médicaux, l'important c'est le calcul des bénéfices et des risques. Si vous portez des lunettes qui vous corrigent au quotidien, tout va bien ! ; 2. Les symptômes d'alerte sont multiples : vous êtes ébloui par les lumières (photophobie), surtout la nuit, vous ne lisez plus les panneaux, vous voyez une ombre sur le côté, et ne pouvez plus conduire ; vous ne lisez plus les sous-titres à la TV, ne percevez plus les contrastes couleurs, et vos loisirs sont affectés. Autres signes : vous avez des petites taches dans le champ de vision (différentes des "corps flottants"), ne distinguez plus les reliefs, et donc, ne pouvez plus bricoler, jardiner... « L'opération se justifie selon le profil médical et le style de vie de chacun », résume Vincent

Dedes. Pour vous déterminer, le dialogue avec votre ophtalmologiste est essentiel ; 3. La chirurgie des deux yeux le même jour n'est pas recommandée en France. « On peut laisser passer quelques jours, une semaine, un ou deux mois, selon l'inconfort du patient, assure le Dr Dedes. Dans 95 % des cas, c'est lui qui décide ». Sauf s'il existe une grosse différence de correction entre les deux yeux (anisométrie) avec des lunettes aux verres différents, précise Dominique Monnet. « Intervenir sur un seul œil va générer un déséquilibre visuel et physique, parce que parfois les deux yeux ne pourront plus travailler ensemble ».

En quoi consiste l'opération de la cataracte ?

Il s'agit de remplacer le cristallin par un cristallin artificiel, un implant. On peut aujourd'hui personnaliser cet implant pour corriger d'éventuels troubles visuels : la presbytie, la myopie, l'astigmatisme et/ou l'hypermétropie, présents avant que ne s'installe la cataracte. Pour les implants de presbytie, ils sont un compromis : on ne peut pas retrouver sa vision d'autrefois. Ils sont parfois à l'origine de phénomènes parasites, des halos ou des éblouissements notamment.

Quel est l'intérêt du laser ?

L'idée d'un recours au laser qui automatise certains actes a pu séduire, en particulier pour réaliser les ouvertures et commencer à fragmenter le cristallin avant d'utiliser la sonde à ultrasons. « Mais aujourd'hui, nous disposons de "couteau" calibré à 2 mm. Nous savons par ailleurs que le laser n'apporte pas d'amélioration du résultat final », rapporte la spécialiste. L'étude FEMCAT réalisée dans cinq hôpitaux français l'a montré. « En

revanche, le laser rend l'intervention plus compliquée, plutôt moins confortable », souligne-t-elle. En effet, la machine (très) chère sert à plusieurs chirurgiens, et comme elle ne peut être déplacée, c'est le patient qui l'est ; la durée de l'intervention est ainsi doublée. Chirurgie réfractive (laser, implant) : tout savoir sur les opérations des yeux

Anesthésie, durée : comment se déroule l'opération de la cataracte ?

L'opération est rapide : 15 minutes pour chaque œil à quelques jours d'intervalle. Il faut prévoir 3 à 4 heures d'hospitalisation en ambulatoire. L'anesthésie locale est privilégiée par les chirurgiens. Le produit anesthésique est injecté à côté de l'œil. Au bloc opératoire, après l'instillation d'un collyre anesthésique, le cristallin artificiel est mis en place. La vision est presque aussitôt restaurée. « Pour enlever le cristallin, on pratique une minuscule ouverture sur la cornée, de 2 mm environ, puis une petite ouverture de la capsule du cristallin, décrit la Dre Barbara Ameline, médecin ophtalmologiste. On introduit une sonde en forme de crayon qui délivre des ultrasons. Ceux-ci fragmentent le cristallin en poussières qui peuvent être alors facilement aspirées hors de la capsule avant d'insérer l'implant. »

Opération de la cataracte : quel est le prix par œil, quelle prise en charge ?

La base de remboursement de la Sécurité sociale est fixée à 271,70 € par œil, qui est le tarif des chirurgiens conventionnés en secteur 1 (à l'hôpital public). Ce tarif de base est identique qu'il y ait ou non laser. Le surcoût du laser est d'environ 200 € par œil.

Quelle préparation en cas d'une opération de la cataracte ?

La visite préopératoire permet de juger de l'acuité visuelle et donc la nécessité de l'intervention, et de l'intérêt de glisser à la place du cristallin opacifié un implant réfractif personnalisé qui corrigera les éventuels défauts visuels. Pour restituer à la fois une vision de près et de loin, la seule solution pendant des années a été de placer un implant différent dans chaque œil : un premier pour voir de loin dans un œil, un second

pour voir de près dans l'autre, permettant ainsi une pseudo-accommodation. Ce choix est le fruit d'une discussion partagée qui doit mettre en balance les avantages et les inconvénients. L'intervention n'est envisagée que si la rétine est indemne, et l'équilibre entre les deux yeux est préservé. Une consultation préalable avec un anesthésiste est nécessaire.

Quels sont les effets secondaires de l'opération de la cataracte ?

Dans la majorité des cas, le patient récupère dès le lendemain, ou au bout de quelques jours, et peut reprendre une activité normale en suivant un traitement anti-inflammatoire. En revanche, l'opération de la cataracte peut provoquer des effets secondaires transitoires :

- Une sensation de grains de sable et des halos la nuit ;
- « Une sécheresse oculaire survient chez 30 % des patients et peut durer 3 à 6 mois », précise la Dre Barbara Ameline.

Quelles sont les précautions à prendre après l'opération ?

Après l'opération de la cataracte, un traitement sous forme de collyre est prescrit pour plusieurs semaines après l'intervention, et la cicatrisation de l'œil est surveillée au cours de consultations régulières afin d'éviter les complications.

Quels sont les risques de complication après avoir été opéré de la cataracte ?

Dans l'ensemble, la probabilité de complications après une chirurgie de la cataracte est faible. Les résultats peuvent être compromis en cas de pathologie oculaire comme la dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA). Si vous remarquez une augmentation de la rougeur, de la douleur, de l'inconfort, ou une diminution de la vision, appelez immédiatement votre ophtalmologiste. Certaines recherches citées par Consumer reports estiment qu'environ 1 % des patients ayant subi une chirurgie de la cataracte ont une perte de vision temporaire due à un œdème maculaire (gonflement des yeux), et moins de 1 % développe une infection oculaire.



Plage, piscine

Ce geste tout simple à adopter après la baignade protège les cheveux du sel et du chlore

On pense à protéger sa peau du soleil, beaucoup moins ses cheveux du sel et du chlore. Pourtant, un geste simple avant et après chaque baignade pourrait faire toute la différence pour préserver sa fibre capillaire tout l'été.

Sur la plage abandonnée, coquillages... et cheveux abîmés. Si l'été est la saison des cheveux balayés par le vent et des reflets dorés, la réalité est parfois moins glamour. Soleil,

sable, sel de mer, chlore, vent : notre chevelure collectionne de nombreux souvenirs... mais pas toujours les meilleurs. À force d'être exposée à ces agressions extérieures, la fibre capillaire se dessèche, perd de sa souplesse, devient plus fragile et peut même davantage casser.

Car derrière l'image des cheveux mouillés au bord de l'eau se cache une tout autre histoire. Le sel et le chlore pénètrent dans la fibre, l'assèchent et fragilisent

sa structure. À l'occasion du lancement de la dernière innovation MakeMyMask, le premier pack de micro-infusion capillaire français, nous avons rencontré Julie Pernet, co-fondatrice du laboratoire dermopilaire, docteure en pharmacie, pour décrypter les erreurs les plus fréquentes... et surtout les bons gestes à adopter pendant nos vacances d'été autour des plages et des piscines. Cheveux et baignade : voici le réflexe à adopter dès la sortie de l'eau pour éviter de fragiliser ses cheveux

Sel de l'eau de mer, chlore de la piscine : si ces deux incontournables des vacances font partie du décor, ils ne sont pas vraiment les meilleurs amis de nos cheveux. En pénétrant dans la fibre capillaire, ils peuvent accentuer le dessèchement et rendre les longueurs plus rêches. Pour limiter les dégâts, le geste clé se joue finalement avant même de piquer une tête. «Ce qu'il faudrait, c'est surtout se les laver avant», explique Julie Pernet. Mais pas question ici de multiplier les shampoings : il s'agit surtout de rincer ses

cheveux à l'eau claire avant la baignade. «C'est pour que la fibre soit moins en direct contact avec le sel. Ça fait comme une protection.»

Une fois sortie de l'eau, le réflexe doit être le même : débarrasser rapidement la chevelure du sel ou du chlore. «On conseille de toujours rincer ses cheveux à l'eau claire. Avant et après du coup», précise l'experte. Un geste simple qui permet d'éviter que ces résidus restent sur la fibre pendant des heures, notamment sous le soleil.

Voici les erreurs à éviter pour sauver sa chevelure cet été selon une trichologue

Si les vacances mettent nos cheveux à rude épreuve, certaines habitudes peuvent encore accentuer les dégâts. Première règle : éviter de laisser ses cheveux mouillés sécher en plein soleil trop longtemps. «Les cheveux mouillés sont toujours plus vulnérables. Les écailles, en fait, vont être plus ouvertes», rappelle Julie Pernet. Mieux vaut donc les garder secs.

Pour autant, inutile de déclarer la guerre aux coiffures de plage. Attacher ses cheveux reste même

une bonne idée pour éviter qu'ils ne subissent toute la journée les effets combinés du vent, du sel et des UV. «Je préfère quand les attacher et les protéger que les laisser au vent, au sel, au soleil», explique-t-elle, tout en recommandant d'éviter les attaches trop serrées qui peuvent fragiliser la fibre et provoquer de l'alopécie de traction.

Autre faux ami de l'été : les jolis reflets naturellement éclaircis par le soleil. S'ils donnent cette allure de retour de vacances que l'on cherche toutes, ils sont en réalité le signe d'une dégradation du cheveu. «On a tendance à adorer les reflets un peu clairs de nos cheveux. Mais ça, ça veut dire que ça les dégrade», alerte l'experte.

La bonne routine ? Miser sur la prévention : protéger ses cheveux du soleil avec un chapeau ou un spray anti-UV, utiliser des soins adaptés et ne pas attendre que la fibre soit déjà abîmée pour agir. Car en matière de cheveux, comme souvent, mieux vaut prévenir que guérir.



Peau qui brille, crème qui colle...

Les soins beauté à changer quand arrive l'été

Cette crème adorée en hiver devient soudain trop riche, ce sérum laisse la peau brillante et cette crème corps refuse obstinément de pénétrer. En cause : la chaleur, l'humidité et les besoins de notre peau qui changent avec la saison. Quand les températures grimpent, notre routine beauté doit elle aussi passer en mode été. Voici les petits signes qui montrent qu'il est temps d'alléger ses soins... et les bons produits à adopter pour garder une peau confortable, fraîche et lumineuse.

Ma crème fait briller mon visage

La chaleur et l'humidité stimulent la production de sébum, y compris chez les peaux habituellement normales. Résultat : le teint devient moins net, la zone T a tendance à luire et le maquillage perd en tenue au fil de la journée. Certaines crèmes trop riches ou mal adaptées peuvent accentuer ce phénomène en créant un film en surface. Pour retrouver un

épiderme équilibré, on privilégie des soins à la fois hydratants et séborégulateurs, formulés avec des actifs comme la niacinamide ou le zinc, qui aident à limiter l'excès de sébum tout en préservant l'hydratation.

Mon soin pour les mains colle Avec le retour des beaux jours, les formules pour les mains très nutritives et parfaites en hiver pour réparer la peau, peuvent devenir trop occlusives. Riches en beurres végétaux (karité, cacao) ou en cires filmogènes, elles forment une barrière protectrice utile par temps froid, mais qui peut vite devenir inconfortable lorsque les températures augmentent car elles pénètrent moins bien et laissent un film collant en surface. Pour plus de confort, mieux vaut alors se tourner vers des textures plus légères composées d'humectants (glycérine, acide hyaluronique) qui attirent l'eau sans effet gras. Mon produit dilate mes pores Sous les effets conjugués de la chaleur et de la transpiration, les

textures riches peuvent favoriser l'obstruction des pores et entraîner l'apparition de petites imperfections, notamment sur le front, le menton ou le haut du dos si on utilise des laits corps trop épais. La peau paraît alors moins régulière et les pores plus visibles. Pour limiter ce phénomène, on mise sur des formules plus légères intégrant des actifs régulateurs et légèrement exfoliants, comme la niacinamide ou les acides doux (AHA, BHA), qui aident à désincruster les pores et à booster l'éclat.

Ma crème corps pénètre moins



bien

Certaines formules très riches, conçues pour la saison hivernale, sont susceptibles de saturer l'épiderme lorsque les températures remontent ou que l'on transpire davantage. Résultat : le produit reste en surface, « savonne » sur la peau et laisse une sensation poisseuse. Dans ce cas,

mieux vaut se tourner vers des laits hydratants, des gels-crèmes ou des huiles sèches, qui sont absorbées beaucoup plus rapidement. Leur galénique fluide pénètre en quelques secondes tout en apportant l'hydratation nécessaire : l'idéal

quand on veut s'habiller juste après l'application.

Mon soin laisse ma peau inconfortable

Lorsqu'il fait chaud, la peau perd davantage d'eau par évaporation. Or, une crème nourrissante apporte surtout des lipides : elle protège, mais ne suffit pas toujours à compenser ce manque en eau. Résultat, l'épiderme peut paradoxalement tirailler, manquer de souplesse ou donner une sensation d'inconfort, malgré l'application du soin. Le bon réflexe : opter pour des textures gorgées d'actifs humectants comme l'acide hyaluronique, la glycérine ou l'aloe vera, capables de capter et retenir l'eau dans l'épiderme pour le désaltérer durablement.

Vespa, cafetière Bialetti ou chaise Kartell...

Ces objets du quotidien devenus emblèmes de l'Italie



Découvrez notre diaporama des emblèmes italiens, ou comment un objet du quotidien est devenu un mythe mondial, révélateur du génie de l'industrie et du design de la Botte

Comment des objets du quotidien sont devenus des œuvres d'art intemporelles, fusionnant l'audace esthétique, la prouesse technique et l'art de vivre ? Direction l'Italie, du milieu du XXe siècle à l'aube du XXIe siècle, qui a conquis le monde en imposant sa dolce vita à travers des créations industrielles de génie. Qu'il s'agisse de révolutionner la mobilité avec la Vespa, de réinventer le rituel du matin avec la cafetière Bialetti, ou de sublimer de nouveaux matériaux comme le plastique, avec les lampes d'Artemide ou les chaises Kartell, le design Made in Italy a conquis les intérieurs de la planète entière, et même les musées. Petit tour des pépites italiennes qui ont cartonné à l'international.

Créée en 1946 par Piaggio pour relancer l'Italie d'après-guerre, la Vespa a révolutionné le scooter avec son design caréné en forme de guêpe, et son prix accessible. Propulsée au rang d'icône mondiale avec le film « Vacances romaines » (1953), dans lequel Audrey Hepburn et Gregory Peck traversent Rome sur sa selle, la Vespa s'est vendue à des millions d'exemplaires. Elle a gagné sa place au musée d'art moderne de New York, le MoMA.

Créée en 1933 par Alfonso Bialetti, la cafetière « Moka Express » a révolutionné la culture du café en permettant de préparer à la maison un expresso aussi dense qu'au comptoir. Vendue à plus de 300 millions d'exemplaires, cette cafetière en aluminium est devenue une icône mondiale, plébiscitée pour sa durabilité (elle ne casse jamais) et son rituel sonore et olfactif.

Conçues en 1957 pour les conducteurs de tramways turinois qui avaient besoin de lunettes larges pour protéger leurs yeux de la poussière et de l'air, les Persol intègrent la technologie Meflecto, avec des branches flexibles. Ces lunettes basculent dans le mythe lorsque Marcello Mastroranni les porte dans « Divorce à l'italienne » (1961). Adoptées par Steve McQueen à l'écran dans « L'Affaire Thomas Crown » (1968) comme à la ville, elles incarnent l'élégance masculine italienne décontractée, la « sprezzatura ».

Lancée en 1957, la Fiat Nuova 500 conçue par l'ingénieur Dante Giacosa est bien plus qu'une voiture : c'est le moteur du miracle économique italien. Son objectif était de créer une voiture ultra-compacte, économique et accessible au budget de l'ouvrier italien. Avec ses formes rondes et sympathiques, son toit ouvrant en toile et sa petite taille pour les ruelles médiévales des villes italiennes, elle a mis la Botte sur roues. Elle est considérée comme l'incarnation du minimalisme industriel italien, efficace et séduisant.

Silvia Venturini Fendi crée en 1997 un petit sac à main pourvu d'une anse courte, conçu pour être porté sous le bras à la manière d'une baguette française. Il marque une rupture avec les sacs utilitaires, et sacralise l'artisanat de la maroquinerie romaine. Il est considéré comme le tout premier « it-bag » de l'histoire de la mode.

La Ferrari 250 GTO est l'une des voitures de collection les plus célèbres et les plus recherchées au monde. Produite entre 1962 et 1964, avec une carrosserie pensée pour l'aérodynamique, elle n'a été fabriquée qu'à 36 exemplaires. Conçue pour la compétition, elle incarne la fierté industrielle et mécanique de l'Italie face aux géants américains et allemands.

Sortie en 1969 le jour de la



Saint-Valentin, d'où son nom, cette petite machine à écrire, en plastique à l'origine rouge vif, révolutionne le matériel de bureau d'ordinaire gris et austère. Elle est vendue dans une boîte-mallette coulissante assortie. Elle change le rapport à l'objet de travail en le rendant ludique, pop et accessible à la jeunesse. Conçue par le designer Ettore Sottsass, pas encore devenu designer légendaire et fondateur du mouvement Memphis, cette machine à écrire portable est devenue une icône du design mondial exposée dans les plus grands musées.

Dans les années 1960, les frères Achille et Pier Giacomo Castiglioni, figures incontournables du design italien, collaborent avec la maison Flos. Le credo des frères : rejeter le design ennuyeux, bourgeois et académique. Ils s'inspirent alors de la silhouette de Snoopy, le chien star de la bande dessinée « Peanuts », de Charles Schulz. La Snoopy associe le marbre de Carrare, le matériau des statues de la Renaissance italienne, à la forme d'un chien de bande dessinée. Une irrévérence chic qui séduit encore aujourd'hui.

Lancée en 1961, la machine à expresso Faema E61 révolutionne le monde du café en introduisant une pompe volumétrique qui maintient une pression constante de neuf bars, ainsi qu'un système de pré-infusion de la mouture. La Faema E61 a fixé les standards techniques et gustatifs de l'espresso crémeux dans tous les bars de la péninsule. Son design en acier inoxydable rétro et ses innovations techniques en font encore aujourd'hui la référence des baristas du monde entier.

Conçue à l'origine pour les plongeurs de combat de la Marine royale italienne, la montre Panerai Luminor, de 1950, est protégée par un brevet unique. Elle est dotée d'un pont protégé-

couronne à levier, une pièce qui protège la mollette sur le côté du cadran, et qui garantit une étanchéité maximale. Longtemps restée sous le sceau du secret militaire, sa commercia-



lisation civile dans les années 1990 réveille la fierté horlogère nationale. Repérée par Sylvester Stallone qui l'achète à Rome pour le film « Daylight » (1996), elle lance la tendance mondiale de grosses montres de luxe. Dans les années 1970, le styliste devenu empereur de la mode Giorgio Armani déconstruit la veste de costume traditionnelle en enlevant les doublures lourdes et les épaulettes rigides, créant une silhouette fluide. Il révolutionne le vestiaire masculin italien en apportant du confort sans jamais sacrifier le chic. Porté par l'acteur Richard Gere dans « American Gigolo » (1980), le costume italien redéfinit le glamour hollywoodien et devient l'uniforme officiel du tapis rouge des Oscars.

Fondée en 1953, la maison italienne Missoni a révolutionné le monde du luxe en transformant la maille, autrefois utilitaire, en pièces fluides et sexy. Son succès mondial repose sur son motif en zigzag multicolore,

une signature géométrique instantanément reconnaissable qui a conquis la mode et le design d'intérieur.

Imaginée par le designer Giancarlo Mattioli et du collectif Città Nuova, la Nesso remporte le premier prix du concours de design de la marque Artemide et de la revue Domus en 1965. Cette lampe repose sur une innovation technique, avec un plastique ultra-résistant moulé par injection, et un look pop de champignon orange. Considérée comme une œuvre d'art industrielle, la Nesso fait partie de la collection permanente du MoMA à New York ou du Musée du design à Bruxelles. Sa petite sœur, la Nessino, profite d'un regain de popularité grâce aux réseaux sociaux et à la tendance du design Space Age.

Bien que les carnets originaux en toile noire étaient fabriqués de manière artisanale en France et appréciés par les écrivains Ernest Hemingway ou Bruce Chatwin, la production s'est éteinte en 1986. En 1997, l'éditeur milanais Modo & Modo dépose la marque et recrée ce carnet mythique avec sa couverture noire. L'objet de papeterie traditionnel devient alors un concept ciblant les créatifs, les écrivains et voyageurs du monde, symbole de la pensée nomade et du minimalisme.

Créée en 2002 par le designer français Philippe Starck pour la marque Kartell, la « Louis Ghost » réinvente le fauteuil baroque classique de Louis XV en une pièce futuriste de polycarbonate transparent moulé. Devenue une icône du design contemporain, cette chaise s'est vendue à des millions d'exemplaires à travers le monde.



CONDOLÉANCES



Les familles Bicha, Kitouni et Mallem
ont la profonde douleur de faire part du décès
de **Madame Kitouni Fatima**.

 pouse de feu **Hocine Bicha**, qu'Allah lui fasse
miséricorde, la défunte laisse le souvenir d'une femme respectée
et appréciée de tous ceux qui l'ont connue.

En cette douloureuse circonstance, Faouzi, Hamid,
Dalila, Aïcha, Nacer, Salim et Fatiha Bicha, ainsi
que les familles Kitouni et Mallem, présentent leurs
sincères remerciements à toutes les personnes
qui s'associeront à leur peine
et leur témoigneront leur soutien.

Ils prient Dieu, le Tout-Puissant, d'accorder
  la défunte Sa Sainte Miséricorde, de l'accueillir
en Son Vaste Paradis et d'entourer sa famille
de patience et de réconfort.

﴿ اِنَّا لِلّٰهِ وَاِنَّا اِلَيْهِ رَاجِعُونَ ﴾